

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N°2
MAI 1999
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

Migrations et coopération au développement

Ils sont 100 millions à vivre loin de chez eux:
contexte, faits, histoire, opinions
et ébauches de solutions

Bolivie

Portrait d'un pays andin qui lutte
sans relâche pour un avenir meilleur

Migrations controversées

Un débat sur la qualité et la quantité
de l'engagement suisse



DOSSIER



MIGRATIONS ET COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Un cortège de départs et d'arrivées

On estime que les immigrés sont 100 millions à travers le monde et les réfugiés 20 millions. Les flux migratoires ont toujours joué un rôle important pour la Suisse

4

Des emplois pour ne plus partir

Interview de Walter Fust, directeur de la DDC

10

Villes en mutation sur la route des migrants

La DDC soutient la décentralisation au Burkina Faso, un processus qui devrait influencer sur les migrations

12

Mines – une approche intégrée

La Suisse s'engage contre les mines antipersonnel

22

DDC interne

23

FORUM



Un peu, beaucoup, passionnément

Les conseillers nationaux Franco Cavalli (PS) et Ernst Hasler (UDC) évoquent les migrations ainsi que la qualité et la quantité de la coopération au développement

24

Carte blanche

L'écrivaine alémanique Laure Wyss raconte son séjour à l'hôpital, sous l'étiquette de « femme blanche âgée »

27

DES PAYS ET DES GENS



BOLIVIE

Il était une fois une révolution...

Rafael Archondo évoque un conflit familial

14

Le gaz du président, la coca des paysans

La Bolivie manque d'infrastructures, de main-d'œuvre qualifiée et elle dépend des prix fluctuants des matières premières

16

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

Les Béninois se mêlent de leur santé

Au Bénin, la DDC soutient des projets de santé au niveau local et national

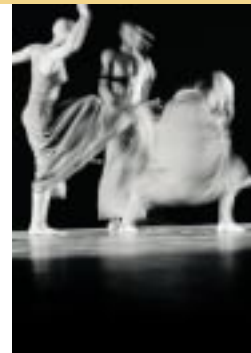
20

Médias bâtisseurs de démocratie

Les médias indépendants et leur contribution à la démocratie en Pologne, en Hongrie et en Slovaquie

21

CULTURE



Deux pôles de la créativité africaine

Tendances et impressions en Afrique de l'Ouest

28

Éditorial	1
Périscopes	2
Opinion DDC	19
Au fait, que sont les soins de santé primaires ?	23
Service	31
Agenda	33
Impressum et bulletin de commande	33

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Editorial



D'aucuns prétendent que la barque est à nouveau pleine. Certains ont peur. De quoi? Surtout de ceux et de ce qu'ils ne connaissent pas. D'aucuns, en plein délire provoqué par un cocktail explosif d'ignorance et d'intolérance, n'hésitent pas à allumer la mèche devant des centres de rassemblement de réfugiés. Et d'autres exploitent cette situation, même à des fins électorales peut-être. Il s'agit d'un phénomène récurrent, qui intervient à chaque fois que la file des réfugiés s'allonge, dans le triste sillage des guerres et des injustices. Tout comme sont également récurrentes les voix qui s'élèvent pour demander à la coopération internationale de la Suisse de prévenir, voire de résoudre le problème de l'asile.

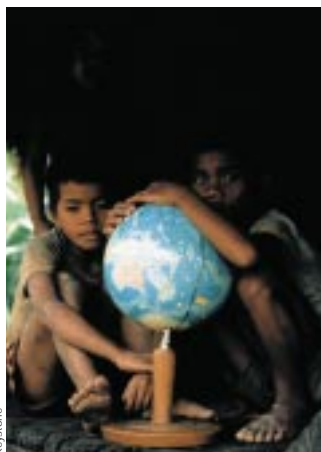
C'est une question complexe et délicate, à laquelle, au sein de la Direction du développement et de la coopération, nous avons voulu faire face, de notre propre initiative, toujours fidèles à une politique d'information et de communication transparente. Nous souhaitons fournir ainsi une contribution dépassionnée au débat et dire ce que fait la DDC, ce qu'elle ne peut faire et ce qu'elle a l'intention de faire davantage que par le passé. «Migrations et développement» forme donc le thème de notre dossier, que vous découvrirez en page 4. Mais ce n'est pas tout. Dans la rubrique Forum, à partir de la page 24, vous aurez la possibilité de faire le tour des appréciations et opinions de personnalités qui suivent cette problématique de près.

Les flux migratoires sont provoqués par la pauvreté, mais aussi par les violations des droits de l'homme (c'était là le dossier du numéro 4/98 d'*Un seul monde*) et des principes démocratiques. L'opinion de la DDC (en page 19) est consacrée à la lutte contre la pauvreté. Elle est signée Dora Rapold, la première femme parvenue aux commandes de la Direction.

À propos de misère, dans nos pages consacrées aux gens et aux pays (pages 14 à 18), vous trouverez le portrait et la voix d'une région, la Bolivie, qui est l'une des plus pauvres du monde. C'est pour cela que la DDC y travaille depuis trente ans. Un anniversaire qui tombe tout juste cette année.

Bonne lecture!

Marco Cameroni
Chef médias et communication DDC
(De l'italien)



Saviez-vous que...

...la population de la planète franchit cette année le cap des 6 milliards d'habitants. Elle devrait atteindre 10 milliards en 2050.

...les Africains, au nombre de 778 millions actuellement, seront près de 1,5 milliard en 2025.

...la Chine verra sa population passer de 1,2 à 1,5 milliard au cours des 25 prochaines années.

...dans les pays développés, la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus est de 13,5 pour cent. Elle est de 3,2 pour cent en Afrique subsaharienne.

...dans 71 pays, pratiquement tous du Sud, les jeunes de moins de 15 ans représentent plus de 40 pour cent de la population.

...l'espérance de vie est de 75 ans pour les hommes et 80 ans pour les femmes en Europe et en Amérique du Nord. Ce rapport n'est que de 66/73 en Amérique latine, 65/68 en Asie et 52/55 en Afrique.

Source : rapport 1998 du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Militantes en foulard

(gn) Elles portent le foulard traditionnel et des manteaux qui couvrent les chevilles, mais elles se battent en première ligne pour les réformes politiques dans leur pays : les Indonésiennes ne veulent plus se taire. Fondé récemment, le Parti du droit (Partai Keadilan) offre aux



femmes des cours de gestion adaptés à leurs besoins. Les militantes de ce parti sont convaincues qu'en faisant de la politique, elles parviendront plus facilement à réaliser leurs objectifs sociaux. Elles luttent pour que les femmes à la tête de petites entreprises puissent accéder au crédit, elles revendiquent une meilleure représentation des femmes au sein de l'administration, que ce soit dans les villages ou au sein du gouvernement national. «Malgré notre optimisme et notre force, tout cela prendra beaucoup de temps», remarque Lily Zakiyah, qui dirige une organisation nationale de femmes : «Pendant 32 ans, on a pris les femmes pour des idiotes. Leur éducation politique ne se fera pas en un jour.»

Paix et écologie

(gn) Une lourde menace pèse sur les forêts du Petén, au Guatemala. Trente ans de guerre civile et une pression démographique croissante ont ravagé ce parc naturel, qui était en principe protégé. Mais un groupe de défenseurs de l'environnement a créé l'organisation Propetén. Ils considèrent que ces forêts sont assez riches pour financer leur propre préservation. Depuis lors, des villages entiers ont compris qu'au lieu de détruire la forêt, ils avaient intérêt à en utiliser les produits. Désormais, ils récoltent et vendent du poivre, du caoutchouc ou des feuilles d'ornement. Une coopérative commercialise des huiles aromatiques qu'elle extrait des

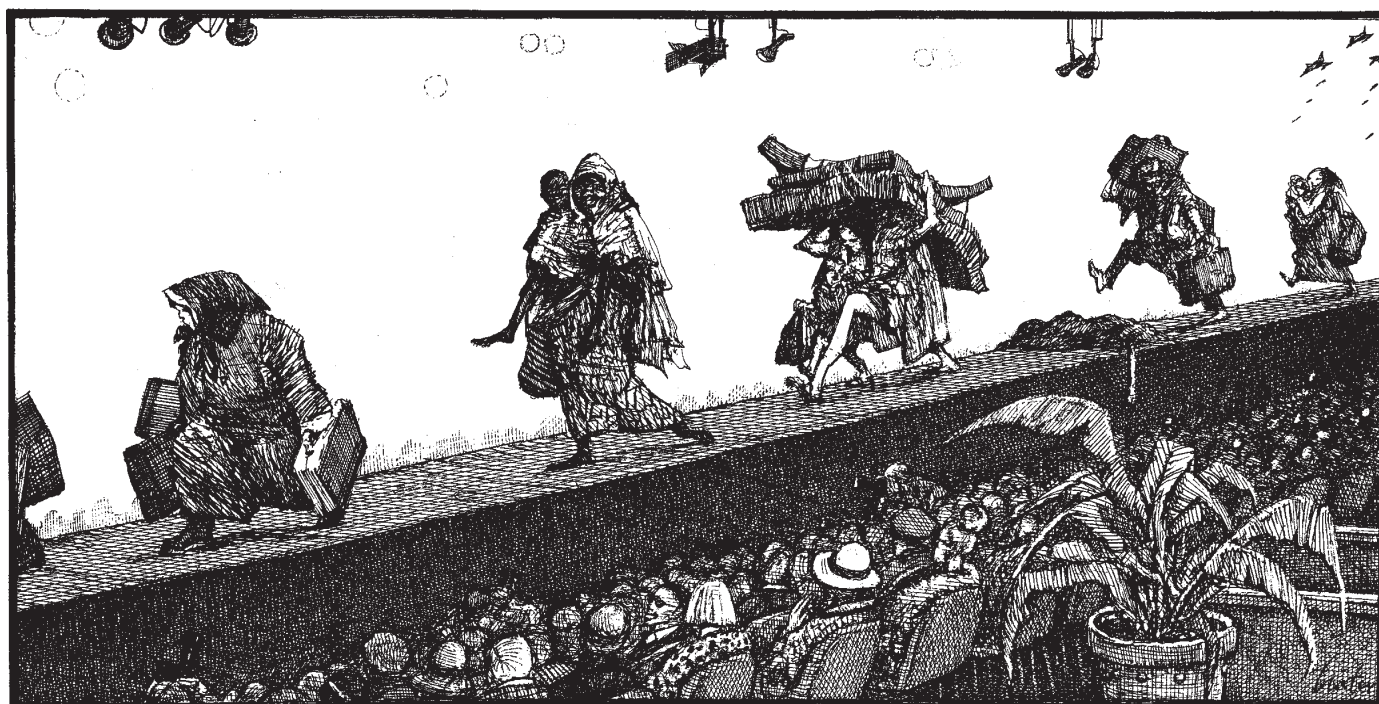


végétaux de la forêt vierge. D'autres produisent une huile spéciale à partir de noix indigènes. De plus en plus d'habitants du Petén essaient d'exploiter la nature sans la détruire.

Maman bobo

(jls) En Éthiopie, la plupart des femmes utilisent des plantes médicinales pour traiter les maladies bénignes, comme des problèmes de peau, des inflammations ou des troubles respiratoires. Les sages-femmes y recourent contre les hémorragies. Les plantes les plus fréquemment utilisées poussent aux alentours des habitations. Une étude a été menée auprès de 40 Éthiopiennes, à Addis Abeba et dans une région rurale. Les femmes de la campagne ont cité les noms de plus de 70 espèces aux vertus thérapeutiques. Les citadines n'en connaissaient pas autant. À la campagne, c'est généralement la mère de famille qui prépare les remèdes. Dans la capitale, où l'absence de jardin se traduit par





Le défilé

un déclin de ce savoir-faire, il arrive qu'on fasse appel à une voisine. Pour 80 pour cent de la population, les plantes médicinales sont l'unique accès aux soins de santé primaires.

De l'or vert à Gaviotas

(gn) Le petit village de Gaviotas, en Colombie, s'est assuré une solide source de revenus grâce à la colophane, une résine tirée des pins parasols. Ces arbres ont été importés des Caraïbes au début des années 80. Les habitants avaient alors planté 1500 hectares de pins pour reboiser une forêt menacée d'érosion. La colophane est utilisée pour produire des peintures ou pour enduire les crins des archets. Pour répondre à la forte demande, il a fallu agrandir les



pinèdes. Au total, 85 nouveaux emplois ont été créés. Aujourd'hui, l'exploitation produit environ 500 tonnes de résine par an, qui sont vendues sur le marché intérieur. D'ici 2004, le précieux produit sera même exporté. Autre avantage de ces arbres venus d'ailleurs : ils servent d'habitat à de nombreux oiseaux indigènes, qui disséminent à leur tour les graines des essences indigènes. On assiste donc à la renaissance d'une forêt mixte, une forêt qui caractérisait la Colombie il y a des centaines d'années... avant que ne commence le déboisement.

Des caféiers agonisants

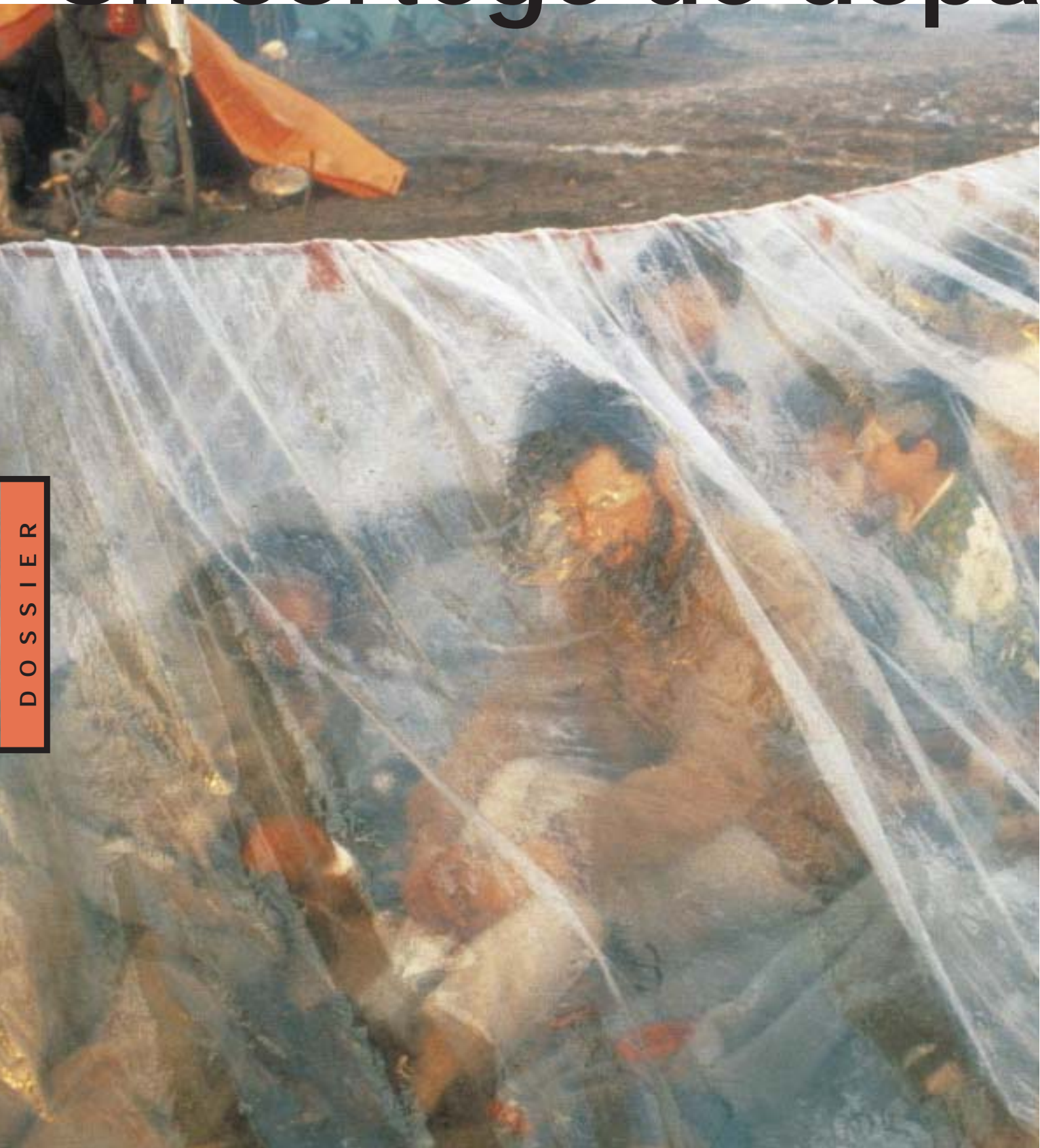
(jls) Le thé et le café, secteurs clés de l'agriculture rwandaise, ont été durement frappés par la guerre qui a atteint son paroxysme en 1994. Des usines ont été détruites et les plantations laissées en friche jusqu'au retour des cultivateurs réfugiés dans l'ex-Zaïre.



quarante ans. Très mal entretenus en 1994 et 1995, ces vénérables arbustes ont perdu leur vigueur.

Aujourd'hui, la production de thé est en constante augmentation, bien que cinq fabriques n'aient toujours pas été reconstruites. À l'inverse, le café est en perte de vitesse. Ce secteur avait commencé de décliner dans les années 80 avec la chute des cours mondiaux. En raison du conflit, il n'a pas pu profiter de la remontée des prix. Mais un de ses problèmes majeurs est la vieillesse des caféiers, dont certains ont plus de

Un cortège de dépa



DOSSIER

Kurdistan 1991

rts et d'arrivées

Migrations



Bruno Barbey / Magnum

Pour celui qui doit faire ses valises et partir, peu importe s'il le fait par nécessité économique ou parce qu'il est persécuté pour des raisons politiques ou religieuses. Cet arrachement laisse souvent des traces indélébiles. Il marque une étape importante



4

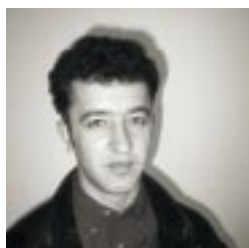
5



Keystone

« La seule manière d'enrayer l'afflux de pauvres gens vers notre système humanitaire, plein d'attraits pour les réfugiés, est d'aider ces personnes à obtenir dans leur pays un niveau de vie qui soit au moins digne et acceptable, si ce n'est immédiatement comparable au nôtre. C'est à nous, industriels européens, qu'il appartient de créer des emplois dans les pays d'émigration pour que leurs habitants puissent rester chez eux. »

Nicolas G. Hayek, né à Beyrouth en 1928, propriétaire et directeur de Swatch Group, le plus grand groupe horloger du monde



« Lorsque je rencontre un compatriote, je ne lui demande pas 'Comment ça va?', mais 'Ta famille vit-elle encore?' Nous ne parlons pas de notre passé; ce serait trop triste. Tout ce qui compte, c'est l'avenir. Et mon avenir est au Kosovo. Si tous les pays respectaient les droits de l'homme, la paix régnerait partout. Qui aurait envie de quitter un pays en paix? »

Shefedin Hamiti, 26 ans, requérant d'asile kosovar. Depuis dix ans, il n'a rien connu d'autre que la guerre

dans la vie de chaque individu. Des estimations officielles chiffrent à 100 millions le nombre d'immigrés et à 20 millions celui des réfugiés. Par Maria Roselli.

Lorsqu'il était petit, Martin König rêvait de devenir pilote. À l'âge adulte, ce rêve l'a conduit en Australie. À la recherche d'une école pour aviateurs, il a trouvé une seconde patrie. Aujourd'hui, cet informaticien argovien vit avec sa femme et ses deux enfants à Adélaïde. L'idée de faire ses bagages et de partir le poursuivait depuis longtemps. L'important n'était pas tant la destination que l'envie de connaître des gens nouveaux, une culture nouvelle. Comme Martin König, environ 30 000 Suisses et Suissesses quittent le pays chaque année en vue de s'établir pour un certain temps à l'étranger. Parmi eux, nombreux sont les professionnels hautement qualifiés, qui suivent les déplacements de leur entreprise à l'étranger. Mais il y en a d'autres qui partent simplement pour fuir la monotonie du quotidien, en quête de l'île enchantée.

Aujourd'hui, presque plus personne n'émigre de Suisse mû par la nécessité. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Au siècle dernier encore, plusieurs cantons encourageaient leurs citoyens nécessiteux à émigrer. En 1851, le canton d'Argovie reconnaissait officiellement l'utilité de ce phénomène en publiant une loi sur les pauvres qui chargeait l'État et les communes de promouvoir une « organisation adéquate des affaires liées à l'émigration ». Situation semblable dans le canton de Saint-Gall, qui décida en 1846 de verser des prestations aux citoyens qui partiraient s'installer au-delà des océans. Favorisant de la sorte l'émigration, l'on s'efforçait de réduire le nombre croissant des ayants droit au territoire communal, dont la loi prévoyait qu'il fût donné gratuitement en location aux citoyens. L'émigration venait donc en aide aux communes.

Les gens ont également quitté la Suisse italienne par dizaines de milliers. Une des destinations les plus prisées n'était autre que la Californie ensoleillée. En 1950, les Tessinois y jouaient encore un rôle important dans l'agriculture.

Le passage des Suisses en Amérique est d'ailleurs abondamment illustré par la toponymie locale. On ne compte pas moins de quinze *Lucerne* aux États-Unis. Des *Grütli* sont nés dans quatre États (Nebraska, Tennessee, Indiana et Pennsylvanie). Enfin, c'est au Texas que des nostalgiques du fromage ont inventé le nom de *Cheeseland*.

Terre d'immigration

À l'heure actuelle, la Suisse est d'abord une terre d'immigration, à l'instar des autres pays européens, des États-Unis, du Canada, de l'Australie et du

Japon. Celui qui souhaite s'établir en Suisse dispose de trois possibilités : obtenir un permis de travail, être autorisé à rejoindre un membre de la famille ou présenter une demande d'asile.

Vu la crise persistante, les autorités fédérales ont réduit considérablement le nombre de permis attribués aux personnes à la recherche d'un emploi. Les contingents à la disposition des cantons diminuent continuellement. Par conséquent, 18 pour cent seulement des nouveaux arrivants sont au bénéfice d'un permis de travail. Ceux dont l'arrivée est justifiée par le regroupement familial constituent un groupe plus important (30 pour cent). La loi fédérale sur les étrangers prévoit la possibilité de suivre un conjoint ou un parent, pour autant que celui-ci soit en possession d'un permis de séjour annuel ou d'établissement. Il doit en outre disposer d'un logement approprié et de moyens financiers suffisants.

Le nombre d'étrangers qui arrivent pour des questions liées à l'asile est beaucoup plus important. Officiellement, 155 089 personnes vivent en Suisse avec un permis attribué dans le cadre d'une procédure d'asile. Mais les réfugiés reconnus comme tels ne sont que 24 439. L'année dernière, les demandes d'asile ont considérablement augmenté, notamment suite à l'aggravation du conflit au Kosovo. Fin 1998, elles s'élevaient à 41 302, un plafond déjà atteint en 1991, au début du conflit en ex-Yougoslavie.

En dépit du fait que le nombre de réfugiés et de requérants d'asile soit nettement inférieur à celui des immigrés, il suscite plus de débats dans l'opinion publique à cause des coûts assumés par l'État. Il est souvent un enjeu pour les forces politiques.

Les diatribes sans fin sur la politique d'asile, que certains partis voudraient plus restrictive, concentrent toute l'attention en matière d'immigration sur des aspects spécifiques de moindre importance, en comparaison de la problématique globale. Les chiffres et les analyses publiés à la fin de l'année dernière par l'Office fédéral de la statistique nous invitent cependant à reporter notre attention sur des aspects différents. Par exemple, celui de la naturalisation. Seule une faible proportion d'immigrés (1,4 pour cent) déposent une demande de naturalisation en Suisse. Sur un total de 1 374 158 immigrés, quelque 585 000 remplissent actuellement les conditions pour présenter une telle demande, mais ils ne le font pas. D'après des estimations récentes, si tous ceux qui satisfont aux critères de naturalisation demandaient la citoyenneté suisse, le taux d'immigrés dans notre



Tchéchénie 1996

pays passerait d'un seul coup de 19,4 à 6,6 pour cent. De fait, 80 pour cent des Italiens, 60 pour cent des Espagnols et 50 pour cent des Allemands vivant en Suisse pourraient devenir des citoyens suisses à part entière. Mais ce problème, tout en étant reconnu par les autorités et par certaines forces politiques, se heurte à l'incompréhension de la population. Cela a été démontré par exemple lors de la votation fédérale sur la naturalisation facilitée pour les jeunes de la seconde génération : cette possibilité a été rejetée par le peuple.

Une question de temps

Mais qui sont-ils et d'où viennent-ils, les immigrés vivant dans notre pays ? Numériquement, les Italiens sont toujours au premier rang, même si les chiffres sont en baisse constante : ils constituent aujourd'hui 25,1 pour cent de la population immigrée, contre 33,8 pour cent en 1990. Arrivés avec l'idée de rester uniquement pour une brève période, beaucoup ne sont pas repartis. Ils ont réussi à surmonter les

deux grandes crises qui ont frappé l'économie locale dans les années 70 et 90. Nombre d'entre eux resteront en Suisse lorsqu'ils prendront leur retraite. Et cela n'a rien d'étonnant, puisque c'est ici qu'ils ont leurs attaches, leurs enfants et petits-enfants.

Une baisse importante a aussi été enregistrée parmi les Espagnols, qui représentent désormais seulement 6,9 pour cent de la population immigrée. Les causes de cette diminution sont essentiellement de deux ordres. D'une part, la crise actuelle a fait disparaître une grande partie des emplois qui étaient traditionnellement occupés par les immigrés de la première génération. Dans le secteur de la construction en particulier, près de la moitié des emplois ont été supprimés en sept ans, selon des estimations syndicales. D'autre part, la situation économique de certaines régions dans leur pays d'origine s'est considérablement améliorée. Les perspectives de retour sont devenues toujours plus attrayantes.

Avec le départ d'Italiens et d'Espagnols, ainsi que l'arrivée de nouveaux immigrés, la composition de



« Je sais que la Suisse et sa tradition d'aide humanitaire ne peuvent pas résoudre les problèmes de mon pays. Ce que je souhaite toutefois le plus au monde, c'est de pouvoir retourner dans ma famille et de gagner ma vie avec mes deux bus. »

Hasib Tutul, 42 ans, père de deux garçons, requérant d'asile du Bangladesh



Mexique 1999



« Les parents de mon père sont des réfugiés de la violence. En 1920, ils ont fui la Pologne pour se rendre à Vienne où ils sont morts moins d'une semaine plus tard. Ils laissaient quatre orphelins, que la Croix-Rouge a emmenés en Suisse. Aujourd'hui, les migrations sont un problème politique majeur. Le débat est extrêmement émotionnel, les requérants et les immigrés deviennent vite des boucs émissaires. Le sujet est souvent mis en avant pour masquer les véritables problèmes sociaux dans notre pays. »
 Ursula Koch, présidente du Parti socialiste suisse

la population étrangère a changé. Même si 88 pour cent des immigrés en Suisse proviennent encore de pays européens, dont les États de l'ex-Yougoslavie. Et ce sont justement ces derniers qui fournissent aujourd'hui le deuxième bataillon d'immigrés, après les Italiens. Le nombre des citoyens de l'ex-Yougoslavie a pratiquement doublé du fait de la politique de recrutement des années 80, de la guerre et de la surnatalité du début des années 90. Ils représentent 23 pour cent des immigrés. La troisième communauté est celle des Portugais. Avec 7 pour cent, les Allemands viennent en quatrième position et leur présence est toujours plus importante.

Dans les années 60, l'arrivée massive d'Italiens avait provoqué de vives réactions populaires. Aujourd'hui, c'est la présence d'immigrés venus des Balkans ou de pays non européens qui inquiète et occupe les esprits, aussi bien dans la population que dans les milieux politiques. Or, qui aurait pu imaginer, à l'époque des initiatives de James Schwarzenbach, que quelques années plus tard, le repli sur soi ferait place à un rapport d'estime réciproque? L'expérience de cette période nous enseigne que le temps, aidé par des mesures appropriées, peut créer des liens importants entre les communautés.

Les meilleurs partent

« En général, le taux d'émigration dans un pays pauvre tend à augmenter à partir du moment où une dynamique de développement est enclenchée », ex-

plique Peter Spycher, chargé des questions migratoires à la DDC. « Ce sont surtout les personnes les mieux formées qui émigrent, parce qu'elles ont des difficultés à trouver un emploi et un salaire adaptés à leurs compétences. Lorsque le développement économique atteint un certain niveau, les émigrés ont tendance à rentrer. »

Mais tous les émigrés ne franchissent pas la frontière de leur pays. À cause des dommages causés à l'environnement, de la surexploitation des ressources naturelles et de réformes agraires douteuses, beaucoup d'émigrés quittent les zones rurales pour aller s'établir dans une grande ville. Ce phénomène de déplacement des campagnes vers les zones urbaines concerne quelque 80 millions de personnes, auxquelles il faut en ajouter environ un million et demi de plus chaque année. L'exode rural bouleverse la structure économique de nombre de pays en développement, car il pose des problèmes quasi insurmontables pour les villes d'accueil.

L'émigration change parfois de visage. Par le passé, c'était surtout les hommes qui émigraient à la recherche de travail. Aujourd'hui, le groupe qui augmente le plus rapidement est celui des femmes asiatiques. Il représente 800 000 nouvelles émigrées par année.

En ce qui concerne l'ensemble des flux migratoires légaux dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les immigrations ont enregistré un recul l'an dernier par rapport aux dix années précédentes.



Argentine 1998

Les immigrants représentent un potentiel économique souvent méconnu, notamment dans les pays d'accueil qui ne se définissent pas officiellement comme des pays d'immigration. La population résidente craint pour son propre emploi. En réalité, comme le montre une étude de Peter Stalker, de l'Organisation internationale du travail (OIT), les pays de forte immigration, tels l'Australie, les États-Unis ou le Canada, n'enregistrent normalement pas un taux de chômage particulièrement élevé. Aux États-Unis, le pourcentage de propriétaires immobiliers est plus élevé au sein de la population immigrée que parmi les autochtones. En outre, les impôts que paient les immigrants sont supérieurs aux prestations sociales dont ils bénéficient.

L'immigration est donc un facteur important pour la croissance économique, et pas seulement pour le pays d'accueil. En effet, la plupart des immigrants tendent à investir une partie de leurs revenus dans leur pays d'origine, contribuant ainsi de façon décisive au développement économique. Selon Peter Spycher, ces sommes représentent une source financière vitale pour l'économie des pays d'origine. Elles constituent une forme d'aide au développement irremplaçable. Depuis le début des années 90, ces montants s'élèvent à plus de 70 milliards de dollars par an, dépassant ainsi le total des investissements effectués dans le cadre de l'aide internationale au développement.

(De l'italien)



Agra

« Le fait d'émigrer m'a permis d'avoir un point de vue privilégié sur la question parce que je n'ai pas été obligé de quitter mon pays. Mais il y a dans le monde des millions de personnes que la faim jette sur les routes. Le fossé qui sépare aujourd'hui les pays riches et les pays pauvres est tout simplement inadmissible. Seule notre solidarité permettra d'éviter à des millions d'autres êtres humains de devoir partir de chez eux. »
Pippo Pollina, chanteur sicilien, vit à Zurich

Des emplois pour ne plus partir



« Je n'ai pas été obligé de partir, c'est pourquoi la migration ne m'a pas posé de problème. Je me considère plutôt comme un citoyen du monde que comme un immigré. L'intégration est essentielle pour prévenir le racisme, mais elle doit venir des deux côtés. L'échange mutuel est ce qu'il y a de plus beau : donner et recevoir à la fois. »
Abdellatif Takkal, Marocain, vit en Suisse depuis 15 ans



« Au 19^e siècle, les colonialistes européens ont acheté des Chinois à 8 dollars par tête pour les employer comme esclaves à travers le monde. C'est grâce à ces émigrants que Singapour est riche aujourd'hui. Les Chinois ont aussi contribué à la prospérité de la Malaisie, en travaillant dans les plantations de caoutchouc. Ils ont construit le canal de Panama, de même que des chemins de fer aux États-Unis et au Canada. »
Han Suyin, écrivaine chinoise établie à Lausanne

Les migrations sont un phénomène qui préoccupe la Direction du développement et de la coopération. Cependant, ses tâches et ses projets dans ce domaine ne correspondent pas toujours à ce que l'on attend d'elle. Walter Fust, directeur de la DDC, répond aux questions de Gabriela Neuhaus.

Un seul monde : Les migrations relèvent de la police des étrangers et des autorités chargées de l'émigration, de l'immigration ou de l'asile. Quel est le rôle de la coopération au développement, donc de la DDC, dans ce domaine ?

Walter Fust : Nous nous occupons des problèmes globaux liés au développement : la pauvreté, l'environnement, les pénuries d'eau, la famine. En toute logique, nous devons aussi nous intéresser aux flux migratoires mondiaux et à leurs causes. Celles-ci comprennent les conflits, la persécution et les catastrophes naturelles. Mais le chômage et l'absence de perspectives d'avenir sont aussi des motifs d'émigration. Enfin, les gens vivant dans la misère peuvent se mettre à rêver en voyant les images transmises par la télévision. Eux aussi aspirent à de meilleures conditions de vie.

Que fait concrètement la DDC pour freiner les flux migratoires ?

Notre objectif est d'améliorer la situation sur place, par exemple grâce à des programmes qui créent des emplois : en encourageant les petits commerces, on offre de nouvelles possibilités aux personnes entreprenantes. Prenons le programme national de construction de latrines au Bangladesh, qui a permis d'améliorer sensiblement la situation sanitaire de la population. Ce programme a fourni du travail à 20 000 personnes pendant cinq ans. Et dans une économie de marché, ceux qui ont du travail ne songent pas à partir.

Si l'on pense aux rêves que suscitent les images télévisées, il est difficile de comprendre que la création d'emplois relativement modestes, comme la construction de toilettes, puisse répondre aux aspirations des gens du Sud et freiner leur envie d'émigrer.

Non, cela ne suffit pas pour retenir les gens. Ce sont surtout les signaux émis par les pays industrialisés qui

comptent : tant que les immigrés illégaux trouveront du travail chez nous, nos pays seront attrayants. Contrairement à ce que l'on entend souvent, les gens ne viennent pas pour profiter de l'assistance sociale, mais parce qu'ils espèrent trouver du travail. À leur place, je ferais la même chose pour échapper à la misère. Les chiffres des flux migratoires mondiaux sont impressionnants : de nos jours, 45 millions de personnes sont en fuite et 80 autres millions n'ont pas de quoi subsister dans leur pays. Par ailleurs, les travailleurs migrants transfèrent entre 70 et 80 milliards de dollars par an vers leur pays d'origine, une somme qui équivaut presque au double de l'aide publique que l'ensemble des pays industrialisés investissent dans la coopération au développement.

Mais alors, les possibilités de la DDC ne sont-elles qu'une goutte d'eau dans l'océan ?

Nous pouvons créer une différence qui contribue à réduire les flux migratoires. Mais notre travail est orienté vers des effets à long terme. Nos projets sur place ne vont pas, comme d'aucuns le souhaiteraient, résoudre les problèmes actuels de la Suisse en matière d'asile. De toute manière, nous ne pouvons pas enrayer tous les mouvements migratoires, surtout lorsqu'ils sont dus à des conflits armés, comme c'est le cas en Bosnie, au Kosovo et dans des pays africains.

Parmi la population et dans certains milieux politiques, on exige toujours plus ouvertement de la DDC qu'elle fasse cesser les migrations. N'y a-t-il pas là un danger d'utilisation abusive de la coopération au développement à des fins politiques ?

Le risque est grand, en effet, qu'on cherche à se servir de la coopération au développement pour résoudre les problèmes en Suisse. Notre objectif demeure d'aider les habitants de nos pays partenaires à améliorer leur situation en prenant leur destinée en



Rwanda 1997

main. Il serait catastrophique de changer cette orientation à cause d'une approche erronée de nos propres intérêts. Bien sûr, on continuera de se poser les mêmes questions : qui sont les vrais requérants d'asile ? qui sont les migrants ? Cette distinction est certes difficile, mais cruciale. À mon avis, il est important de freiner l'immigration illégale ou de mieux la circonscrire au niveau international. Si nous n'y parvenons pas, je crains que la politique d'asile humanitaire ne perde tout son sens.

Ces tâches sont-elles du ressort de la DDC ?

Non. Mais la DDC doit aussi se préoccuper des intérêts de ses pays partenaires et de son propre travail. Elle ne peut pas se soustraire à l'ensemble de cette problématique et il est important d'attirer l'attention sur les corrélations qui existent.

En collaborant au programme d'aide au retour des réfugiés bosniaques provisoirement admis en Suisse, la DDC s'est engagée dans un nouveau champ d'activités. Que pensez-vous de ce programme ?

L'objectif était de créer des incitations financières pour favoriser le retour volontaire en Bosnie. En même temps, nous ne pouvions pas offrir aux Bosniaques qui s'étaient réfugiés en Suisse un meilleur traitement qu'à leurs compatriotes restés au pays pendant la guerre. C'est pourquoi il fallait aussi libérer des moyens financiers pour assurer une aide directe en Bosnie. Le même problème risque de se représenter lorsque viendra le tour des réfugiés du Kosovo*.

D'ailleurs, il y a en Suisse beaucoup de requérants d'asile originaires de pays en développement qui ont

été déboutés et qui doivent rentrer chez eux. Là, nous avons un problème d'exécution des décisions. Il incombe à la DDC de rechercher des synergies pour améliorer les conditions liées aux opérations de retour vers ces pays.

Existe-t-il des idées ou des projets concrets ?

Nous abordons ces problèmes en collaboration avec l'Office fédéral des réfugiés au sein d'un groupe de travail commun consacré au retour. Grâce à notre savoir-faire sur place, nous pouvons apprécier la situation dans les pays partenaires. Dans toutes ces discussions et à chaque fois qu'on tente de résoudre le problème de manière efficace, il ne faut jamais oublier que derrière chaque migration, légale ou illégale, il y a un être humain avec ses sentiments et ses raisons de partir. Il serait grave d'enrayer tout mouvement migratoire. Le but devrait être de maîtriser les migrations, afin d'éviter les flux illégaux qui peuvent provoquer un choc culturel et des réactions de rejet parmi la population indigène envers tout ce qui est étranger.

* L'interview a été réalisée avant l'escalade de la guerre.

(De l'allemand)



Keystone

« C'est à l'immigrant de faire un effort d'intégration. Pour se sentir bien, il doit apprendre la langue, les traditions et la mentalité du pays. Ce sacrifice est relativement facile pour celui qui vient en Suisse avec un contrat de travail. L'étranger sans emploi devra simultanément essayer de faire reconnaître ses qualités professionnelles et humaines, ce qui peut prendre du temps. »
Slava Bykov, hockeyeur russe, vit en Suisse depuis neuf ans

Villes en mutation sur la route des migrants



« Pour être heureux dans son pays d'adoption, il faut vivre avec les gens, aller à leur rencontre, s'adapter à leur mode de vie et prendre le temps de découvrir ce pays. J'adore la Suisse. J'y ai beaucoup d'amis, de connaissances, qui sont devenus ma deuxième famille. Mais le Portugal est toujours dans mon cœur. Et c'est là-bas que je prendrai ma retraite. »
Fernanda Caetano, Portugaise, caissière dans un supermarché, vit à Genève depuis 18 ans



« Le problème des migrations deviendra explosif si on ne prend pas deux mesures. En Europe, seule l'intégration complète des étrangers pourra contenir le déclin d'une civilisation menacée par le vieillissement de la population. D'autre part, une aide vraiment efficace permettrait aux pays pauvres de subvenir à leurs besoins essentiels et de vivre paisiblement, sans ingérence des marchands d'armes. »
Fahim Cherzai, économiste afghan, Fribourg

Depuis quatre ans, les Burkinabé font l'apprentissage de la gestion politique locale. L'expérience est inédite pour ce pays habitué depuis les débuts de l'indépendance à un régime centralisé. Soutenue par la DDC, la décentralisation a mobilisé des ressources économiques autour des villes secondaires.

De Jane-Lise Schneeberger.

En promulguant la Constitution démocratique de 1991, l'État central a exprimé sa volonté de transférer une partie de ses pouvoirs vers des autorités locales élues au suffrage universel. Puis il a redéfini l'organisation territoriale : d'ici une dizaine d'années, le Burkina devrait compter environ 500 communes « de plein exercice ». Les élections de février 1995 ont désigné les autorités de 33 premières communes urbaines. Les zones rurales ne sont pas encore concernées.

La DDC a soutenu cette transformation dès 1994. Elle fait partie d'un collectif de quatre bailleurs de fonds qui financent les activités de la Commission nationale de décentralisation (CND), chargée de concevoir et d'animer le processus. La CND a contribué à la mise en place et à la formation des équipes municipales. Peu d'élus possédaient les connaissances nécessaires à la gestion de la collectivité.

Coup de fouet à l'économie

Cet apprentissage de la démocratie va de pair avec le développement des économies locales. La décentralisation doit donner un coup de fouet aux activités sociales et économiques dans les villes secondaires. C'est le deuxième volet de l'appui de la DDC. Elle participe au programme gouvernemental de développement de dix villes moyennes, en finançant la réalisation d'équipements collectifs dans trois d'entre elles, Ouahigouya, Fada N'Gourma et Koudougou. Des artisans locaux ont été chargés de ces travaux. Progressivement, ils construisent un marché, une gare routière, un abattoir, un système de drainage, etc. Selon leurs besoins, les villes se dotent également d'un lycée, d'un dispensaire ou d'une pharmacie. Toutes trois ont accordé la priorité à une infrastructure susceptible de dégager des ressources financières pour la municipalité : un marché couvert. En tant que propriétaire, la commune encaisse des taxes auprès des marchands venus y vendre leurs produits.

Problème fiscal

La question des ressources municipales est l'un des principaux défis de la décentralisation. Si les communes n'ont pas un minimum de rentrées fiscales, tout le processus pourrait être compromis. « Globalement, la question fiscale n'est pas encore résolue, mais elle est traitée. Dans certaines communes, des mesures de réorganisation ont déjà permis un accroissement substantiel du budget », constate Caroline Nigg, chargée de programmes de la DDC au Burkina Faso.



J.-C. Gaudier / CIRIC

La DDC aide les communes à prendre en charge leurs nouvelles compétences, notamment en ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage, l'exploitation des équipements collectifs ou la recherche d'une assiette fiscale. Les municipalités apprennent aussi à gérer l'afflux de l'aide extérieure : « La décentralisation a suscité l'engouement des bailleurs de fonds pour le financement d'investissements dans les communes », remarque Mme Nigg.

Villes émergentes

Outre les objectifs politiques et économiques qu'il lui a fixés, le gouvernement attend de la décentralisation qu'elle maîtrise les flux migratoires, qu'elle en canalise une partie vers les villes secondaires.



Traditionnellement, la Côte d'Ivoire est le premier pôle d'attraction des Burkinabé, qui vont s'engager dans les plantations de café et de cacao. Cette intense migration internationale est essentiellement d'origine rurale. Selon une enquête réalisée en 1993 par le Réseau Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest, environ 18 pour cent de la population du Burkina réside en Côte d'Ivoire. Quant aux flux migratoires internes, ils profitent essentiellement à la capitale Ouagadougou et à la deuxième ville du pays, Bobo Dioulasso, qui abritent à elles seules 70 pour cent de la population urbaine.

Migration de proximité

À terme, le développement des villes secondaires devrait stimuler le marché du travail. «Il impliquera la création d'emplois, soit directement dans l'administration, la santé, la police ou l'enseignement, soit indirectement à travers le commerce et les services, notamment dans le secteur informel», prévoit le démographe français Philippe Bocquier, spécialiste de l'Afrique de l'Ouest. «Dès lors, il sera intéressant de voir si la décentralisation est en mesure de retenir dans ces villes une partie des jeunes qui partent habituellement vers la Côte d'Ivoire.»

Le maire de Ouahigouya, Bernard Lédéa Ouedraogo, a déjà constaté un impact positif à cet égard. La ville est devenue un vaste chantier de construction, ce qui a entraîné l'apparition de nombreuses petites et

moyennes entreprises et industries. Ces nouvelles PME et PMI sont «génératrices d'emploi pour les jeunes, qui constituent la frange migrante», remarque le maire.

Reste que la décentralisation ne freinera pas l'exode rural, souligne M. Bocquier. Elle pourrait même l'augmenter: «Si les gens ont la possibilité de faire une migration de proximité en milieu urbain, ils quitteront peut-être d'autant plus facilement les zones rurales.»



«J'ai surtout observé les anciennes migrations et j'ai constaté que les pays d'accueil prennent volontiers en considération les problèmes posés par les immigrés, mais qu'ils ne connaissent pas vraiment leurs préoccupations et leurs besoins. Par exemple, les Italiens réclament en ce moment une autorisation de séjour permanente en Suisse. Elle permettrait aux jeunes de faire des séjours prolongés à l'étranger, notamment pour étudier dans des universités européennes, et aux retraités de 'faire la navette' entre leur pays d'origine et leur domicile en Suisse.»
Giovanna Meyer-Sabino, journaliste à la Télévision suisse italienne



Il était une fois une révolution...

Lorsqu'ils étaient en âge d'écouter des histoires racontées par leurs grands-mères, beaucoup de petits Boliviens ont découvert la méchanceté « congénitale » des *mouvementistes*. Tel est le nom donné aux membres du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), porté au pouvoir par l'insurrection populaire d'avril 1952.



Rafael Archondo

a commencé à travailler comme journaliste à l'âge de 19 ans, pendant ses études à la Faculté des sciences de la communication de l'Université catholique bolivienne. Puis il a vécu une année à Madrid, où il a obtenu son diplôme de journaliste en travaillant pour le journal ABC. Il a occupé ensuite diverses fonctions au niveau de la direction des quotidiens *La Razón* et *La Prensa*, à La Paz.

Ainsi, ces hommes sanguinaires, l'arme sur l'épaule, auraient déclenché tous les maux de la Bolivie. Leur ferveur revancharde aurait inauguré une étape obscure dans l'histoire du pays, accompagnée de violences, d'angoisses et de rationnement.

Ma grand-mère insistait sur les effets « sinistres » de la réforme agraire, décrétée par le MNR en 1953. D'un jour à l'autre, cette mesure avait laissé ma famille sans aucune source de subsistance, l'obligeant à apprendre des activités étrangères à l'agriculture. De nombreux propriétaires terriens étaient alors devenus maîtres d'école pour subsister dans ce monde brusquement différent. À cette époque, tout dysfonctionnement, tout bouleversement social était imputé au cataclysme provoqué par les *mouvementistes*.

Nuage de sauterelles

Pour les personnes âgées qui ont peuplé mon enfance, la Révolution nationale de 1952 a marqué le début de la décadence des individus et de la nation : les milices armées dans les rues, l'abus d'alcool, la migration massive des paysans vers les villes, la corruption des fonctionnaires, la pénurie alimentaire aiguë et la prétention insolente des gens à la peau cuivrée qui cherchaient une ascension sociale dans une société sclérosée. Les *mouvementistes* étaient le diable en personne, un véritable nuage de sauterelles sur un champ de maïs.

Nos parents ne pensaient pas de la même façon. Ils n'avaient connu ni la propriété rurale, ni les Indiens réduits en esclavage. Ils adoptaient de fausses positions rebelles et affichaient leurs sympathies envers les pauvres. Dans ma famille, le conflit de généra-

tions n'aurait pas pu être plus acharné. Mon grand-père, un militaire professionnel, avait des idées fascistes propres à son époque. Il croyait que le salut du pays viendrait d'une discipline militaire et de l'écrasement systématique de toute velléité de révolte. Il fuyait comme la peste les syndicats et les mouvements marxistes. Son unique fils ne tarda pas à se réfugier auprès de la partie adverse. Il voulut aussi porter des bottes et une arme au ceinturon, mais c'était pour participer à la guérilla organisée par Ernesto Che Guevara, cet Argentin-Cubain mort en Bolivie.

Cohabitation tendue

On pourrait dire que la Bolivie vit un processus permanent de colonisation interne. Depuis des siècles, elle abrite deux sociétés qui connaissent des tensions constantes. L'une, de souche et de traits occidentaux, est fortement en rapport avec le monde extérieur. Elle est porteuse d'une culture relativement universelle. L'autre, d'origine indigène, domine sur le plan démographique, mais pas stratégique. Sa présence silencieuse ou explosive suscite la crainte et la méfiance de ceux qui appartiennent à l'autre camp.

Nos grands-parents se plaignaient de la réforme agraire qui les avait jetés à la rue. En réalité, ce qu'ils déploraient, c'est d'avoir été violemment destitués par une culture populaire émergente qui s'était départie d'une passivité séculaire pour recourir à l'action politique. Les ex-propriétaires terriens portaient en eux les contradictions d'un État dont la plus grande aspiration était d'anéantir les traits culturels de la majorité des habitants.

Libérés du mutisme

Avant la révolution, les propriétaires terriens cohabitaient avec leurs esclaves. Ils avaient même dû apprendre les langues indigènes pour être en mesure de communiquer avec eux. Situés par réaction du côté des plus exploités, nos parents ignoraient en revanche le vécu et la langue de leurs protégés. Ils brandissaient l'étendard du marxisme, mais dans la pra-



14

15

tique, leurs relations avec les ouvriers et les paysans tenaient plutôt du hasard.

S'il a libéré la société indigène de son mutisme politique, le soulèvement de 1952 n'a pas réussi à l'incorporer totalement à la prise de décision. De nos jours, il n'existe plus de mouvementistes armés et les guérilleros ne circulent plus dans les montagnes. Cependant, le colonialisme interne persiste. Cette lente pénétration culturelle fait que les valeurs occidentales se juxtaposent aux visions autochtones. Cela produit des synthèses, des déguisements et des subordinations.

La réforme agraire a provoqué l'arrivée de centaines d'indigènes en ville, elle les a précipités dans l'apprentissage de l'espagnol et maintenant, elle les incite en tant que citoyens à participer à la vie électorale. Malgré cela, la vieille génération, celle des Blancs réunis dans le ghetto du pouvoir, continue de ressentir une inquiétude silencieuse. Comme si elle avait le pressentiment que rien n'a été réellement résolu.

(De l'espagnol)



Keystone

Le gaz du président, la coca des paysans

La Bolivie est le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud. Des troubles politiques l'ont toujours empêchée d'améliorer sa situation économique. Un bref élan, porteur d'espoir, a été freiné par l'absence d'infrastructures, le manque de formation et la fluctuation du prix des matières premières. De Martin Durrer*.



Keystone



Toni Linder / DDC (6)



Vu

En février dernier, 400 invités étaient présents à la cérémonie organisée entre la localité de Puerto Suarez, en Bolivie, et la ville de Corumbá, à la frontière brésilienne : le président bolivien Hugo Banzer et son homologue brésilien Fernando Cardoso inauguraient le premier tronçon du gazoduc qui doit transporter du gaz naturel bolivien de Santa Cruz vers les zones industrielles de São Paulo, la métropole économique du Brésil. Une coopération commerciale d'envergure entre le pays le plus pauvre et le pays le plus riche d'Amérique latine. La Bolivie possède des gisements de gaz naturel encore largement inexploités, tandis que l'industrie brésilienne subit depuis quelques années des pénuries d'énergie de plus en plus graves.

À première vue, ce contrat est idéal pour les deux pays. Au cours de la cérémonie, on a beaucoup parlé de partenariat, d'intégration et d'avenir florissant. Les deux présidents savaient pourtant que l'avenir du gazoduc ne se présente pas sous les meilleurs auspices : le Brésil traverse une grave crise économique dont l'issue est incertaine, de sorte que nul n'est prêt à investir dans la construction de centrales thermiques fonctionnant au gaz. Dès lors, la facture bolivienne n'augmentera pas aussi vite qu'on l'espérait à La Paz.

Dirigeants peu crédibles

Tandis que cette inauguration offrait à Hugo Banzer l'occasion de porter un regard optimiste vers l'avenir, son peuple se débattait avec la réalité présente. Depuis décembre dernier, les manifestations se multiplient. Militants et parfois très radicaux, les syndicats protestent contre la rigoureuse politique d'économies du gouvernement. Ils refusent que l'on impose de nouveaux sacrifices à une population déjà très pauvre. Plus personne ne croit aux promesses du régime lorsqu'il prétend que ces sacrifices seront

les fondements du redémarrage économique : « Ceux qui sont au pouvoir ne sont pas pauvres, comme nous. Ils ne dorment pas à même le sol, comme nous. Ils ne vivent pas dans les quartiers miséreux ou à El Alto, comme nous », déclare le dirigeant syndicaliste Felipe Quispe. « Cela leur est égal. Ils ne sont pas crédibles quand ils affirment lutter contre la misère dans le pays. » L'écart entre la classe dirigeante et les couches sociales pauvres est des plus injustes : le salaire minimum d'un travailleur équivaut à quelque 80 francs par mois, tandis qu'un député au Parlement reçoit cent fois plus, soit environ 8000 francs.

L'espoir est en ville

Depuis l'hyperinflation du début des années 80, les gouvernements boliviens respectent à la lettre les consignes économiques du Fonds monétaire international (FMI). Le remède de cheval néolibéral a rapidement stabilisé les prix. Depuis, le renchérissement est nettement inférieur à 10 pour cent, mais cela reste beaucoup pour un salaire plancher de 80 francs par mois. De plus, cette politique restrictive a aussi son revers : un chômage massif qui ne cesse de croître. Selon les estimations, jusqu'à 80 pour cent de la population travaille dans le secteur informel, l'économie de l'ombre.

Les zones rurales se vident de leur population, car les paysans n'arrivent plus à joindre les deux bouts et vont tenter leur chance en ville. Les faubourgs de Santa Cruz, grand centre économique, poussent comme des champignons. Perchée à 4000 mètres d'altitude, El Alto a été une banlieue de La Paz. C'est désormais une ville à part entière qui compte plus de 600 000 habitants et dont la population augmente de 60 000 nouveaux arrivants par année. « Chaque jour, des camions amènent des gens de la campagne qui veulent s'installer ici », raconte Jaime Bartroli,



curé à El Alto. « Ils se logent chez des proches. Les membres de deux ou trois familles s'entassent dans un espace exigu. » Ils vivent dans de minuscules maisons de torchis, pour la plupart sans eau ni électricité.

Ces dernières années, la Bolivie n'a pas connu que la stagnation. Le président Sánchez de Lozada, prédécesseur de Hugo Banzer, a restructuré et modifié le pays. Cet entrepreneur richissime, qui avait longtemps vécu aux États-Unis et qui parlait l'espagnol avec un fort accent américain, a tenté de réformer la Bolivie comme il l'aurait fait avec une entreprise moribonde. Et il ne s'est pas limité aux mesures économiques. Il a fait avancer la démocratisation et octroyé une plus grande autonomie aux communes : la population a obtenu le droit de régler elle-même les affaires locales et de gérer le budget communal. Gonzalo Sánchez de Lozada s'est aussi attelé à la réforme du système scolaire. Il a même tenté de mettre sur pied un système d'assurance vieillesse dont le financement aurait dû être assuré par la privatisation d'entreprises publiques.

Retour à la case départ

Ces projets étaient prometteurs, mais presque tous ont rapidement échoué. La population n'était pas préparée aux nouvelles possibilités que lui confère l'autonomie communale. Elle n'apprend que lentement à se servir des procédures bureaucratiques et juridiques complexes qui lui permettent de faire valoir ses droits face au gouvernement de La Paz. De plus, les territoires des communes sont soit trop petits, donc économiquement non viables, soit trop grands pour pouvoir être administrés avec efficacité. La réforme scolaire avait pour objectif d'éradiquer l'analphabétisme tout en respectant partiellement le droit des indigènes à leur propre culture.

Mais simultanément, le budget de l'éducation a été réduit.

Quant à la caisse de pension qui aurait dû être alimentée par les rentrées des privatisations, elle s'est effondrée après avoir versé les premières rentes. La croissance économique atteint 4 pour cent, mais elle ne suffit pas à déclencher une véritable relance économique. La Bolivie bute toujours sur des écueils structurels : elle manque de main-d'œuvre qualifiée, ses exportations de matières premières dépendent des fluctuations de prix sur les marchés mondiaux et ses infrastructures sont misérables. Ce pays deux fois plus grand que la France compte à peine plus de 3000 kilomètres de routes goudronnées.

Les perspectives d'avenir sont plutôt sombres : la crise économique qui sévit au Brésil et en Argentine ne fera qu'affaiblir encore la Bolivie. Sous la pression des États-Unis, le président Banzer s'est fixé pour but suprême de détruire les plantations illégales de coca. Pour les pays du Nord, c'est là une intention louable, mais ni les États-Unis ni Hugo Banzer ne proposent une alternative à la culture de la coca. Or, en supprimant cette source de revenus, le président prive une grande partie des Boliviens de ce qu'il leur a justement promis pendant sa campagne électorale : pan y trabajo – du pain et du travail.

(De l'allemand)

*Martin Durrer est correspondant de la radio DRS en Amérique du Sud et publie régulièrement des articles dans la « Weltwoche ». Il vit à Buenos Aires, en Argentine.

Faits et chiffres

Superficie	1 098 581 km ²
Population	7,7 millions d'habitants
Croissance démographique	2,3 % par an
Mortalité infantile	11 %
Espérance de vie	63 ans
Analphabétisme	8,9 % dans les villes et 36,5 % à la campagne
Ethnies	Quechuas : 30 % Aymaras : 25 % Européens : 5 à 15 % Métis : 25 à 30 %
Langues	Espagnol, quechua, aymara
Richesses naturelles	Étain, gaz naturel, pétrole, zinc, wolfram, argent, or, bois
Secteurs d'activité	Agriculture : 50 % Services : 26 % Artisanat : 10 % Mines : 4 %
Produit national brut	762 dollars par habitant
Principaux biens d'exportation	Métaux : 46 % Produits chimiques : 21 % Produits agricoles : 33 % (café, soja, sucre, coton, bois)





L'objet de tous les jours

La coca, interdite mais vitale

La culture de la coca est une tradition dans les pays andins. Les feuilles de cet arbrisseau apaisent la faim et la fatigue. Au temps des Incas, la mastication de ses feuilles faisait partie des rites religieux. Plus tard, les colonisateurs espagnols ont imposé la coca dans les mines pour mieux exploiter les travailleurs. Aujourd'hui encore, les populations pauvres mâchent quotidiennement de la coca. Mais sa culture est surtout un facteur économique crucial. On estime que la production illégale destinée à la fabrication de la cocaïne rapporte chaque année environ un demi-milliard de dollars au pays et fournit du travail à des centaines de milliers de Boliviens. Sous la pression des États-Unis, le gouvernement Banzer a commencé à détruire les plantations illégales. Il se heurte toutefois à une résistance toujours plus farouche des paysans, que cette campagne prive de tout moyen de subsistance.



Tom Linder / DDC

La Suisse et la Bolivie

Priorité aux problèmes essentiels

Cela fait trente ans que la Suisse accompagne ce pays à l'histoire mouvementée et qu'elle soutient son développement. La Bolivie a connu de longues années d'insécurité et d'instabilité politiques et sociales jusqu'en 1982, année où le régime militaire a été remplacé par un gouvernement civil. Dès lors, les conditions-cadres de la coopération au développement se sont sensiblement améliorées. Depuis 1985, les gouvernements boliviens s'efforcent d'assainir la situation économique et d'élaborer une politique de stabilisation, dont la mise en œuvre se heurte à de grandes difficultés. La coopération suisse au développement a décidé d'axer ses priorités sur les quatre principaux problèmes de ce pays :

- Croissance économique fragile avec peu d'effet d'expansion
- Pauvreté et marginalisation de larges couches de la population
- Surexploitation des ressources naturelles, dégradation de l'environnement
- Faiblesses structurelles entravant la réalisation des réformes

Pour faire progresser la démocratisation au sein de la société bolivienne, on cherche par exemple à promouvoir les groupes de population défavorisés, comme les femmes ou les Indiens, afin qu'ils participent aux processus de décision. En ce qui concerne les petites entreprises et les familles paysannes, on vise à améliorer les conditions de production et à leur faciliter l'accès au marché. La Suisse contribue ainsi à améliorer la sécurité alimentaire et à créer des emplois ainsi que des revenus. Par ailleurs, l'introduction de formes d'exploitation durable permettra de préserver la biodiversité et d'améliorer la situation de l'environnement. En outre, l'aide de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) doit favoriser l'intégration de la Bolivie dans le marché mondial. Au total, l'aide publique suisse au développement se monte chaque année à quelque 21 millions de francs.

Repères historiques

La culture Tiahuanaco est apparue vers 200 av. J.-C. dans la région de l'actuel Altiplano bolivien. Depuis ce centre, elle a rayonné jusqu'aux côtes du Pacifique. Dès le IX^e siècle, cet empire s'est effrité pour se subdiviser en territoires tribaux et en fédérations.

- 1471-93 Túpac Yupanqui, fils du neuvième Inca Pachacutec Yupanqui, conquiert le haut plateau bolivien et le nord-ouest de l'Argentine actuelle.
- 1533 Les premiers Espagnols pénètrent jusqu'au lac Titicaca. Pendant pratiquement toute la période coloniale, la Bolivie est rattachée au Pérou et forme dès 1559 la circonscription judiciaire du Haut-Pérou (Audiencia de Charcas).
- 1545 Découverte des gisements d'argent de Potosí et travail forcé des Indiens dans les mines. Des millions d'entre eux perdront la vie dans cette « antichambre de l'enfer ».
- 1780-82 Répression des révoltes de Tupac Amaru. La population indigène perd tout espoir d'accéder à l'autonomie.
- 1825 Proclamation de l'indépendance, après seize ans de lutte contre le pouvoir espagnol. Le nouvel État prend le nom de Bolivie en l'honneur du « Libertador » Simón Bolívar, qui est nommé président. Son lieutenant, le général Antonio José de Sucre, lui succède en 1826.
- 1879 Une querelle frontalière avec le Pérou provoque la guerre du salpêtre. La Bolivie y perd en 1884 sa province côtière d'Antofagasta, donc son accès au Pacifique.
- 1903 Un conflit de frontière avec le Brésil prive la Bolivie de la région d'Acre, riche en caoutchouc.
- 1932-35 Guerre contre le Paraguay. La Bolivie doit se séparer de la région du Chaco boréal. En cent ans d'indépendance, elle aura ainsi perdu un tiers de son territoire.
- 1951 Víctor Paz Estenssoro est élu président, mais les militaires l'empêchent d'exercer ce mandat. Ce n'est qu'en 1952 qu'une révolte le porte au pouvoir. Son Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) nationalise les mines d'étain. En 1953, il abolit l'économie latifundiaire et distribue 4 millions d'hectares de terre aux petits paysans. Conséquence : une fuite massive des capitaux et une crise économique.
- 1960-64 Deuxième mandat présidentiel de Paz Estenssoro. Il est renversé par l'armée en 1964.
- 1971 Un putsch sanglant amène au pouvoir Hugo Banzer Suárez. Le pays reste politiquement instable et la situation économique s'aggrave sensiblement. En 1978, le général Banzer est obligé d'abdiquer. La période qui suit est émaillée de coups d'État.
- 1980 Le général Luis García Meza renverse le président élu Siles Suazo et établit une dictature répressive.
- 1982 Les militaires sont isolés sur le plan international et dans le domaine des relations économiques. Siles Suazo accède à nouveau à la présidence. L'affaissement de l'économie se poursuit.
- 1985 Paz Estenssoro accède pour la troisième fois à la présidence.
- 1986 Fermeture de plus de la moitié des mines d'étain, ce qui engendre un chômage massif.
- 1989 Les cultivateurs de coca sont de plus en plus nombreux à protester contre la destruction de leurs plantations à l'aide de moyens militaires.
- 1997 Hugo Banzer succède au président Sánchez de Lozada.



Lutte contre la pauvreté

Notre plus grand défi

Combattre la pauvreté est une tâche centrale de la DDC. Plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans le dénuement. Ils n'ont pas assez à manger, leur eau est insalubre, leurs habitations sont misérables et il y a de grands risques pour que leurs enfants meurent avant d'avoir atteint un an. La pauvreté, c'est aussi une scolarisation très aléatoire et l'absence de travail rémunéré, l'impossibilité d'organiser son existence et de vivre dans la dignité.

Il n'existe pas de panacée contre la pauvreté. Il y a trente ans, on croyait encore qu'elle diminuerait automatiquement avec la croissance économique. Aujourd'hui, nous en savons davantage sur la complexité de ses causes. Cela se traduit par une multiplication des stratégies et des mesures destinées à la combattre. Vivre dans la pauvreté, c'est être coupé de ressources comme la terre, le capital, le marché, l'éducation, le savoir ou l'information. C'est être privé de tout pouvoir politique. C'est, de manière générale, n'avoir aucune chance d'un avenir meilleur. La pauvreté frappe plus particulièrement les femmes et des groupes de toute manière défavorisés.

La lutte contre la pauvreté passe par des mesures qui donnent accès à l'éducation de base, à la formation professionnelle et à des crédits qui permettront de réaliser des produits simples pour le marché local, dégageant des moyens de subsistance. Il faut aussi garantir l'accès à un minimum de soins. Nous avons par ailleurs intensifié notre engagement dans le domaine écologique depuis une dizaine d'années. La pauvreté peut en effet menacer l'environnement si les gens se voient contraints, pour survivre, de détruire des ressources naturelles essentielles. Lorsque celles-ci viennent à manquer, l'environnement dégradé est lui-même un facteur de pauvreté.

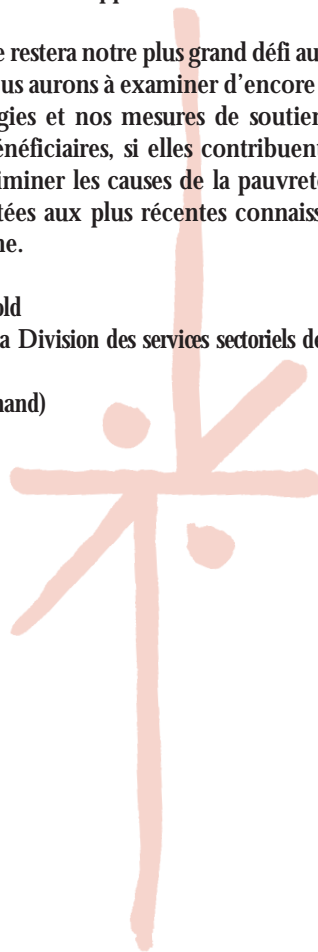
Mais l'aide ne fait que compléter les efforts entrepris par les pays en développement eux-mêmes. C'est à nos pays partenaires, à leurs gouvernements

et aux populations concernées qu'incombe la responsabilité de la lutte contre la pauvreté. Notre tâche est de soutenir leurs initiatives. Cela signifie d'abord le renforcement sur place des capacités et des systèmes institutionnels propres à atténuer ce fléau, par exemple la création d'instituts de crédit efficaces, la formation de leur personnel et la formulation d'une législation sur le crédit. Le but est de promouvoir un développement autonome.

Cette lutte restera notre plus grand défi au siècle prochain. Nous aurons à examiner d'encore plus près si nos stratégies et nos mesures de soutien vont aux «bons» bénéficiaires, si elles contribuent effectivement à éliminer les causes de la pauvreté et si elles sont adaptées aux plus récentes connaissances dans ce domaine.

Dora Rapold
Cheffe de la Division des services sectoriels de la DDC

(De l'allemand)





Andreas Stuber / DDC

Les Béninois se mêlent de leur santé

La DDC investit annuellement quelque 75 millions de francs pour soutenir des projets de santé dans des pays partenaires. Au Bénin, par exemple, elle est active sur plusieurs fronts, depuis les campagnes de prévention dans les villages jusqu'à la politique de santé publique à l'échelon national. Dénominateur commun : la population locale assume des responsabilités.

(sbs) « Ce pays est pauvre », dit Gilles Bokpe. Cet ancien fonctionnaire du ministère béninois de la santé, actuel chef de projet de la DDC, pense aux statistiques : l'espérance de vie est de 54 ans (79 ans en Suisse) et il y a un médecin pour 19 600 habitants (575 en Suisse). Il reste beaucoup à faire, notamment de la prévention et de l'éducation, dans ce petit pays d'Afrique occidentale. Au village de Chen, dans la moiteur d'un après-midi en province, les habitants discutent vaccinations, alimentation, eau potable, médicaments, hygiène. « Les gens ont une conception très large de la santé », remarque M. Bokpe. Avec l'appui du projet DDC, les villageois forment des comités, expriment leurs besoins et élaborent des stratégies.

Le mot d'ordre est empowerment : depuis quelques années, la population assume toujours plus de responsabilités, elle participe. Par exemple au dispensaire de Suya, où un conseil formé de représentants de la population contrôle ce que fait le personnel. Ou à l'hôpital de Sounon Sero, géré par une organisation privée à but non lucratif. Résultat : la situation sanitaire s'améliore, la mortalité infantile régresse.

Il ne va pas de soi que les citoyens se fassent entendre dans un pays où, jusqu'en 1990, toutes les décisions se prenaient à Cotonou, sur la côte atlantique. Cela a provoqué des résistances, notamment au ministère de la santé, jadis tout-puissant. Mais la DDC a pu

dans bien des cas jouer les intermédiaires, car son activité au Bénin ne se limite pas à soutenir la population en matière de santé. Elle appuie également la restructuration de l'approvisionnement en médicaments, structure autrefois étatique qui a été privatisée. Cela lui a valu la réputation d'une médiatrice crédible.

« Travailler dans la santé publique est passionnant », affirme Jean-Louis Lacube, représentant du programme de développement de l'Union européenne au Bénin. Qui ne voudrait pas coopérer dans un domaine qui touche d'aussi près des êtres humains ? « En même temps, c'est bien le secteur le plus complexe. » Il faut concilier tradition et modernité, guérisseurs et médecins, conceptions liées à la culture et à la religion, offres publiques et privées, attentes considérables et possibilités restreintes d'un pays démuné.

(De l'allemand)



Médias bâtisseurs de démocratie

L'indépendance journalistique des radios et des télévisions est essentielle dans la construction d'une démocratie. C'est pourquoi, depuis 1990, la DDC soutient les médias en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie. Par des actions ciblées, elle fournit une aide aux institutions spécialisées, aux universités et à la formation des journalistes.

(bf) «Dix ans après le dramatique bouleversement politique qu'a vécu la Hongrie, la question des minorités, et son traitement par les médias, reste un thème brûlant», observe la journaliste hongroise Eva Vajda. Assistante à l'Institut de la communication et des médias de l'Université ELTE, à Budapest, elle a écrit un article sur ce thème. Elle y avait été sensibilisée à l'occasion d'un stage de formation en Suisse, où l'approche des minorités l'avait particulièrement fascinée.

«Ce n'est là qu'un exemple des interactions qu'implique la coopération avec nos pays partenaires. La Suisse est présente dans les médias en Pologne et les journalistes polonais profitent des stages de perfectionnement que nous leur offrons», explique Daniel Pasche, de Radio Suisse Internationale (SRI). Chef du projet Médias Europe centrale et orientale auprès de SRI, il en assume la réalisation sous mandat de la DDC. Son but est d'encourager la coopération avec la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie dans le domaine des médias électroniques.

Formation des formateurs

«Les gens de médias sont particulièrement bien placés pour contribuer à la construction de la démocratie», relève M. Pasche. Depuis 1990, plus de 50 journalistes invités ont suivi des programmes et des stages auprès de la Société suisse de radiodiffusion

et télévision (SSR). Jusqu'en 1995, on a accordé la priorité à la formation des journalistes, puis l'effort s'est déplacé vers les institutions nationales de médias et les universités. L'Institut de science des médias de l'Université de Berne a organisé à Bratislava et à Budapest des séminaires sur la politique des médias.

Simultanément, des cadres ont été formés à la stratégie et à la planification d'entreprise. De nombreux séminaires ont eu lieu, sur des thèmes comme «la direction du personnel», «le rôle des médias dans la démocratie moderne» ou encore «la résolution de conflits». Une attention particulière a toujours été accordée à la formation des formateurs, souligne Daniel Pasche, afin que ce processus devienne autonome dans les institutions concernées. «Et nous y sommes parvenus, notamment dans le cas de la télévision polonaise.»

(De l'allemand)



Still Pictures

Mines - une approche intégrée

La Suisse propose certains compléments au processus d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. Dans son *Manifeste de Berne*, elle invite la communauté internationale à une réflexion sur l'assistance aux victimes.

(Jls) «Pratiquement tous les débats qui ont précédé la signature du traité d'Ottawa portaient sur l'interdiction, le déminage et la destruction des mines. On ne s'est pas concentré sur les victimes», constate Marco Ferrari, chef d'état-major de la Division Aide humanitaire et Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) de la DDC. «Bien des choses restent précaires en matière d'assistance aux victimes et la coordination internationale est parfois insuffisante. Il est nécessaire de mener une réflexion éthique sur la manière d'aborder ce problème.»

Forte de sa tradition humanitaire, la Suisse a voulu apporter une pierre à l'édifice. Elle a résumé sa philosophie en septembre 1998 dans le Manifeste de Berne. Légèrement remanié, le texte a été rebaptisé au début de cette année *Projet de lignes directrices pour l'assistance aux victimes de mines*.

Des routes et des écoles

Le manifeste prône une «approche intégrée». Cela signifie qu'il faut tenir compte de tous les secteurs faisant partie de la vie quotidienne des populations affectées. Les voies de communication, par exemple, doivent être réhabilitées ou déminées, faute de quoi certaines victimes n'ont pas accès aux centres de santé. D'autres infrastructures, comme les écoles, doivent aussi être reconstruites. «Il est important que toute la population profite de l'apport extérieur. Une

aide destinée exclusivement aux victimes de mines serait perçue comme une discrimination», explique Marco Ferrari.

En outre, les programmes d'assistance concernent aussi bien la politique de santé des pays affectés que leur politique de développement. Le manifeste recommande également que la population locale participe à la planification et à la réalisation de ces programmes, dont l'objectif final est de réinsérer les victimes dans la vie sociale et économique.

La Suisse souhaite créer une alliance de pays et d'organisations qui partagent et propagent cette philosophie. Leur première tâche sera de vérifier sur le terrain les thèses contenues dans le manifeste.

Fin l'éparpillement

(ww) En juillet et août de cette année, la DDC emménage dans ses nouveaux bureaux situés à Ausserholligen, quartier ouest de Berne. C'est la première fois depuis plus de vingt ans que l'ensemble de son personnel se retrouvera sous le même toit. Par rapport à ce que les collaborateurs ont connu jusqu'à présent, étant dispersés dans treize bâtiments, ce déménagement représentera une véritable révolution pour les échanges internes. Un aménagement intérieur axé sur la transparence contribuera à favoriser la culture de la communication qui a toujours caractérisé la DDC.

Le bâtiment se trouve à la Freiburgstrasse 130 et il est très bien desservi par les transports publics (plusieurs lignes du RER, lignes de bus 13 et 14)

Nouvelle carte d'identité

(scl) Le monde a profondément changé au cours des dix dernières années et de nouveaux défis se posent à la coopération internationale. À l'Est, les pays de l'ex-bloc communiste ont besoin d'aide dans leur transition vers la démocratie et l'économie de marché. Crises et catastrophes requièrent un engagement humanitaire. Il faut trouver de nouvelles manières d'aborder les problèmes du Sud. Pour la Suisse comme pour les autres pays donateurs, il est toujours plus nécessaire de coordonner l'aide afin de la rendre aussi efficace que possible.

Dans ce contexte, la DDC a voulu exprimer clairement son identité aussi bien vers l'extérieur qu'à l'intérieur. Elle s'est dotée d'une nouvelle image directrice qui expose sa vision à long terme, sa mission et ses valeurs, sous la forme de principes concis et dynamiques. Ce document présente la DDC, son travail et les idées qui guident ses actions.

Il fournit un cadre à la culture de l'institution et à sa forme d'organisation. Il servira de base à l'élaboration des nouvelles stratégies de la DDC durant la prochaine décennie.

La nouvelle image directrice peut être obtenue au moyen du coupon de commande prévu pour les publications de la DDC

Les prouesses du SAP

(ajg) La DDC travaille depuis le début de l'année avec le logiciel standard de gestion d'entreprise SAP R/3. Ce système a remplacé un programme de comptabilité qui datait de presque vingt ans. Il procure à tous les niveaux de gestion des informations et des analyses utiles pour la conduite stratégique et financière de la DDC. L'enregistrement des frais de personnel améliorera la transparence des coûts administratifs internes. SAP est aussi un moyen de planifier et de gérer les projets sur les plans opérationnel et financier. Les activités de la DDC donnent lieu à une quantité d'analyses statistiques et financières. Celles-ci doivent permettre de prendre des décisions et de donner des renseignements. Dans une prochaine étape, les bureaux de coordination seront raccordés au nouveau logiciel, afin de favoriser le processus de décentralisation. Un système intégré d'information et d'administration en matière de contrats apportera une importante contribution à la gestion du savoir au sein de la DDC.

Au fait, que sont les soins de santé primaires ?

(bf) La notion de soins de santé primaires englobe toutes les mesures et toutes les conditions préalables qui doivent garantir à la population l'accès aux soins de santé de base. Les soins de santé primaires ont pour objectif de résoudre les principaux problèmes sanitaires en assurant l'information et la prévention nécessaires. Ils constituent le premier contact direct d'un individu, d'une famille ou d'une commune avec le système de santé national. Dans le même temps, il s'agit d'assurer un approvisionnement sanitaire le plus près possible de l'endroit où les gens vivent et travaillent. Les soins de santé primaires correspondent aux conditions économiques d'un pays, de même qu'ils en reflètent les spécificités socio-culturelles et politiques. Conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ils comprennent au minimum les mesures suivantes: un enseignement scolaire sur les problèmes de santé ainsi que les méthodes de prévention, la promotion de bonnes conditions nutritionnelles, un approvisionnement suffisant en eau potable, la protection de la maternité et de l'enfance (y compris la planification familiale), la vaccination contre les maladies infectieuses les plus répandues, la prévention des épidémies, la protection contre les maladies courantes et la fourniture de médicaments essentiels.



Still Pictures

Un peu, beaucoup, passionnément



Keystone

En ce qui concerne les migrations et la coopération internationale au développement, le message clef du Conseil fédéral est clair : la coopération joue un rôle de plus en plus important pour la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, mais aussi pour la prévention des conflits et des flux de réfugiés. Les partis divergent toutefois sur les moyens à engager. Les conseillers nationaux Franco Cavalli (PS), médecin œuvrant depuis des années dans la coopération, et Ernst Hasler, responsable des problèmes migratoires au sein du groupe UDC, se penchent sur les notions de quantité et de qualité. Débat dirigé par Maria Roselli.

FORUM



Ernst Hasler



Franco Cavalli



Iris Kreus (8)

Un seul monde : Ces dernières années, la contribution financière de la Suisse pour la coopération au développement a nettement diminué. Tandis qu'en 1994, elle se montait encore à 0,34 pour cent du produit national brut (PNB), elle est aujourd'hui de 0,32 pour cent et ce taux tombera probablement à 0,29 en l'an 2002. Ne trouvez-vous pas cette évolution contradictoire ?

Franco Cavalli : Bien sûr ! Je trouve que c'est tout simplement tragique. Plus les pays occidentaux deviennent riches, moins ils consacrent d'argent à la coopération au développement.

Un seul monde : Comment expliquer cette évolution ?

Cavalli : Elle trouve ses origines dans la politique néolibérale qui, de Reagan à Blocher, s'est peu à peu imposée ces dernières années en Occident. C'est pourquoi un revirement s'impose. Si nous ne voulons pas voir l'afflux de réfugiés s'enfler encore, nous devons aider leurs pays d'origine à redresser la situation. Même si ces gens me dérangent sans doute beaucoup moins que Monsieur Hasler, je suis convaincu qu'il vaut mieux vivre dignement dans

son pays plutôt que de devoir émigrer pour des raisons politiques ou économiques. J'aimerais juste rappeler que les 500 personnes les plus riches du monde possèdent près de la moitié de toutes les richesses de notre planète. Il y a donc 500 personnes d'un côté et 6 milliards de l'autre.

Par ailleurs, plusieurs études ont montré que chaque franc dépensé par la Suisse dans les pays en développement lui en rapporte deux. Ces prochaines années, nous devons donc à tout prix viser à nouveau l'objectif de 0,4 pour cent du PNB.

Ernst Hasler : Je prends note de ce chiffre. Mais ce qui est décisif à mes yeux, c'est ce que l'on fait et non pas combien on dépense pour le faire. Chaque fois que je me suis rendu dans un pays où la Suisse réalise des projets de développement, j'ai constaté avec satisfaction que l'aide suisse est de bonne qualité.

Cavalli : Je ne le conteste pas. Je connais la situation en Amérique centrale et je suis persuadé que l'aide suisse est d'excellente qualité. Néanmoins, elle devrait augmenter quantitativement, notamment parce que la Suisse tire également profit de ces pays.



M. Bühler / Lookat

Hasler : Mais voyez-vous, la qualité ne dépend pas des chiffres. Il faut plutôt prendre en considération les possibilités de coopération dans ces pays. Nous pourrions alors fournir un travail plus efficace qu'en faisant des coups d'éclat suivis de peu d'effets. J'ai pu constater que l'aide américaine au développement fonctionne parfois avec énormément d'argent. Mais ses résultats ne sont pas plus probants pour autant. C'est donc la qualité de nos actions qui doit prévaloir.

Un seul monde : Et comment pourrait-on optimiser ces actions ?

Hasler : En coordonnant beaucoup plus étroitement la coopération au développement, la politique étrangère et la politique des réfugiés.

Un seul monde : C'est aussi l'un des objectifs du Département fédéral des affaires étrangères.

Hasler : Peut-être, mais il y a de grandes discordances entre les différents départements. C'est pourquoi j'ai proposé, dans une intervention au Conseil national, de fusionner l'Office fédéral des réfugiés et l'Office fédéral des étrangers. On pourrait ainsi sup-

primer les pertes d'efficacité dues au manque d'harmonie. Je veux éviter qu'un conseiller fédéral puisse dire « nous allons faire cela » et que les collaborateurs d'un autre conseiller fédéral répondent ensuite qu'ils n'en savaient rien.

Pour revenir sur la question des pourcentages, il faut aussi dire ce que nous faisons pour les réfugiés qui se trouvent déjà dans notre pays et combien cela coûte. Ces dépenses ne sont pas comprises dans le 0,32 pour cent. Il convient aussi de reconnaître à leur juste valeur les activités des œuvres d'entraide et les dons de la population. Enfin, on accorde trop peu de poids à l'excellent travail du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe et de la Croix-Rouge.



T. Musconica / Lookat



T. Kern / Lookat



Un seul monde : Quelles priorités fixeriez-vous à la DDC ?

Hasler : Puisque les pays concernés manquent de travailleurs qualifiés, nous pourrions faire davantage sur place pour la formation professionnelle. Je pense que nous devrions investir dans la formation environ un tiers des sommes destinées à l'aide au retour en Bosnie. Dans ce pays, le salaire moyen est aujourd'hui de l'ordre de 100 francs. Il est donc démesuré d'octroyer aux réfugiés qui rentrent chez eux une aide initiale de plusieurs milliers de francs. Avec de telles sommes, ils deviennent des capitalistes dans leurs villages.

Cavalli : Des capitalistes sans abri ! Vous savez très bien qu'ils ont besoin de cet argent pour reconstruire leurs maisons.

Hasler : Mais non, ces gens suscitent l'envie de leurs voisins qui sont restés au pays. L'aide au retour a été délibérément calculée sur une base très élevée car on s'est dit qu'elle coûterait de toute manière moins que le maintien de ces réfugiés en Suisse.

Cavalli : Je voudrais revenir sur les sommes allouées à la coopération au développement. Je suis d'accord avec vous sur les pertes causées par le manque de coordination entre les départements. C'est pourquoi nous souhaitons que la réforme de l'administration avance rapidement. D'autre part, je suis heureux de vous entendre dire que la DDC fait du très bon travail. Vous devez toutefois admettre que les moyens dont elle dispose ne cessent de diminuer. Pour ce qui est des activités de la DDC, je fixerais deux grandes priorités : l'agriculture, y compris la réforme agraire, et la formation. De plus, notre aide devrait privilégier la coopération technique. C'est pourquoi lors du débat au Conseil national, j'ai proposé qu'on alloue davantage de moyens à la DDC et moins à l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE), cela aussi dans le domaine de

l'aide aux pays de l'Est. En matière de coopération au développement, nous devons surtout veiller à favoriser l'émergence d'une société civile. C'est beaucoup plus important que d'injecter des crédits dans un pays et de le voir s'envoler, comme cela a souvent été le cas dans les pays de l'Est.

Un seul monde : Revenons à la politique nationale. Plus de 50 pour cent des immigrés sont des gens qui sont nés en Suisse ou qui y vivent depuis plus de quinze ans. Au vu de ces chiffres, quelles priorités fixeriez-vous à la politique migratoire ?

Hasler : Jusqu'ici, le Conseil fédéral s'est fixé pour objectif suprême la stabilisation de la population étrangère. À l'époque de l'initiative Schwarzenbach, les étrangers représentaient encore 10 pour cent de la population. Aujourd'hui, ce taux est passé à 20 pour cent. L'ancien conseiller fédéral Arnold Koller avait beau répéter que l'accroissement de la population étrangère s'était ralenti. Des centaines de milliers d'immigrés n'en sont pas moins arrivés en Suisse ces dernières années...

Cavalli : Et nombre d'entre eux sont aussi repartis, il ne faut pas l'oublier ! La priorité doit être de faciliter la naturalisation des étrangers vivant en Suisse.

Hasler : Peut-être. Nous plaçons tout simplement pour l'établissement d'un rapport équilibré entre population suisse et étrangère.

Cavalli : Si nous voulons vraiment prévenir certains problèmes sociaux et politiques, comme ceux que connaît la France, nous ne devons pas seulement exiger des immigrés qu'ils paient des impôts. Nous devons leur offrir la possibilité de participer aux prises de décisions. C'est en les naturalisant et en leur accordant le droit de vote que nous pourrions améliorer encore leur intégration.

(De l'allemand)

Boston, un hiver

Écrit en décembre 1997 pour
Hansadam, Elisabeth, Tobias
et, naturellement, Nikolaus

in fears –
a white elderly woman –

Le froid –
transperce les rues
de la grande ville.
Réponses grelottantes
aux questions du médecin,
de quoi sont-ils morts,
le père
la mère,
grands-parents paternels,
grands-parents maternels,
c'est pour le diagnostic,
sans quoi impossible
de secourir la malade.

Une couverture pour
les membres frissonnants,
merci,
et des paroles
honey darling sister.
Cela aussi réchauffe.

Les maladies qui
ont emporté ses aïeux?
Sur sa civière
à l'hôpital: «Cancer»,
répond-elle six fois
sur le même ton.
Énumérer suicide et
démence et arrêt cardiaque,
pourquoi faire?
Tout le monde a le droit
de mourir comme il veut
ou ne veut pas, non?
Morts pour
morts,
les circonstances
quelle importance
dans cette Boston glacée.

Pourquoi dire
à ce médecin qu'ils ont
tous eu le même mal,
mes grands-parents maternels,
mes grands-parents paternels
et en plus ma

mère
et mon père –
ils ne m'en veulent pas,
désigner leurs souffrances
n'est plus
leur préoccupation.
La vie
qui les habitait
n'avait jamais reçu
d'étiquette.

Les voici qui surgissent
à Boston,
ces gens,
dans un crépuscule.
Le soleil est parti,
ils sont sans ombre.
Ne m'ont-ils pas
tous les six,
toutes ces années
appelée «chère enfant»,
cadeau immense
et poire pour la soif.
Ils font partie de moi
et je suis un maillon
de leur chaîne.

Il fait froid cette nuit,
vent cinglant dans les rues,
une ambiance inexplicable,
des voyelles tout autres.

Entendre la voix du père,
voir la main voltigeante
de ma mère,
revivre les adieux vigoureux
de la petite grand-mère
– toujours en noir –
et deviner les larmes
de la grande grand-mère
– toujours en noir –
quand l'enfant la découvrit
dans la forêt,
entendre la main
du grand-père
sur la couverture en peluche,
et l'autre grand-père, le sévère,
qui avait pincé la guitare
pour nous les petits.

Cette nuit dans Boston
il gèle à pierre fendre.

D'un geste l'amour
ne s'oublie pas.
Parole prodiguée
jamais ne s'éteint.
Rien ne se perd,
filiation emmitouflée,
l'un mince
à souple chevelure,
l'autre aux yeux vifs,
le teint clair:
voici votre pelisse,
doux enfants,
contre
l'iniquité du monde.

La salle d'hôpital
des tuyaux dans le bras,
dans le nez,
des cœurs qui battent
tout autour,
des courbes à l'écran
du poste de contrôle,
sous le regard d'un Noir.
Je vois son dos.
Il se lève de temps à autre,
fait le tour des lits,
passe vers moi,
un mot gentil impersonnel,
dont on est reconnaissante.

On ignore mon nom,
personne ne prend ma main
pour dire au revoir,
je suis libre,
une femme
et blanche, cela suffit
pour entrer dans des espaces
qui m'accueillent
comme une parcelle
de l'univers.



Ruth Vogrin

«Pourquoi je compose des poèmes? J'écris pour mieux m'orienter sur cette planète. Il me faut l'écriture pour que les choses deviennent réalité», dit Laure Wyss, écrivaine et journaliste. Agée de 85 ans, cette Biennoise de naissance a reçu l'an dernier le Grand Prix littéraire du canton de Berne pour l'ensemble de son œuvre. Son recueil de poèmes *Rascal* est paru ce printemps chez Limmat Verlag, à Zurich.

Laure Wyss accompagne son poème *Boston, un hiver* du commentaire suivant: «Depuis que l'on franchit aisément les frontières, depuis que les continents se rapprochent, il en va de même pour les gens. Malgré le fossé des cultures, malgré la couleur de la peau et la multitude de langues différentes, on n'a jamais eu tant d'occasions de se reconnaître entre individus. C'est particulièrement frappant dans les situations extrêmes. J'avais besoin de décrire comment disparaissent toutes les différences liées à l'origine aussitôt que l'on git sans défense, malade et anonyme, sous la seule désignation de 'femme blanche âgée', dans un hôpital inconnu où l'on se sent malgré tout en bonnes mains.»

L'Afrique est riche! Riche de créateurs qui transforment l'art de survivre en art tout court. Comme les matières premières, cet art peine toutefois à accéder aux marchés mondiaux. L'Agence de la francophonie, dont la Suisse fait partie, vise à promouvoir un secteur en plein essor. Beni Güntert présente quelques tendances et livre ses impressions.

Deux pôles de la créativité africaine

Abidjan est redevenue la « capitale du show-business » de l'Afrique de l'Ouest. Après avoir été le berceau de la musique pop africaine dans les années 70, la « perle de la lagune » retrouve aujourd'hui sa gloire, culturelle du moins. Encouragés par l'Agence de la francophonie, la ville d'Abidjan et le ministère ivoirien de la culture ont mis sur pied le Marché des arts du spectacle africain (MASA), plaque tournante internationale pour les producteurs, les agences et les organisateurs de spectacles de toute l'Afrique. La quatrième édition, en février dernier, a réuni des participants de 26 pays africains et 16 pays du Nord. Le MASA n'est pas seulement une vitrine pour nombre de jeunes talents africains ou un rendez-vous pour les artistes, les agences et les organisateurs du Nord comme du Sud. Ce sont aussi des ateliers sur la formation, sur les droits d'auteurs et sur la danse moderne. De nouvelles vedettes naissent, des tournées se concocent. Il n'y a ni jury ni remise de prix, de sorte que les artistes ne sont pas en concurrence.

Danse, théâtre et musique

Plus de 1000 créateurs et autres acteurs du monde culturel ont ainsi une vue d'ensemble sur l'évolution de l'art de la scène dans un continent où le manque d'argent et de moyens de communication entrave les échanges. Beaucoup d'entre eux se déclarent très satisfaits. D'autres sont frustrés car ils n'ont pas pu conclure un contrat définitif. Ils trouvent les acheteurs du Nord sceptiques et difficiles à contenter. Pourtant, les productions de haut niveau ne manquent pas. Dans le domaine de la danse, on a vu cette année des ballets d'une excellente qualité technique. Cependant, les aspects novateurs étaient rares: beaucoup de danse moderne influencée par l'école américaine et de danse africaine traditionnelle exécutée par de grandes troupes nationales. Pour ce qui est du théâtre, quelques pièces sarcastiques de Côte d'Ivoire ont subjugué le public. Mais dans l'ensemble, les productions étaient étonnamment peu subversives.

Les groupes musicaux ont souffert de la cadence imposée par un horaire qui n'avait rien d'afri-

cain. Pourtant, ils ont révélé quelques bonnes surprises, comme Anne-Marie Nzié, une Camerounaise de près de 70 ans qui est la reine du bikoutsi, ou Wendo, du même âge, dont la rumba a fasciné Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) dans les années 50. Le jeune Saintrick, qui compose des musiques socialement engagées, a suscité un vif intérêt. Son innovation réside dans le mélange de sonorités sénégalaises et congolaises. Le MASA est aussi une fête populaire qui anime non seulement l'enceinte du festival mais aussi les autres quartiers d'Abidjan. C'est dans cette fête que s'exprime l'âme de la culture africaine. Les spectacles sont plus vivants et le public plus passionné. Des milliers de personnes ont été fascinées par la pièce de théâtre Une hyène à Djenné, qui retrace les derniers jours du chef guerrier malinké Samory Touré, mort en 1900. Les troupes alliant théâtre populaire et bouffonnerie avec des rythmes capables de provoquer des transes ont aussi fait forte impression, car le public aime ce théâtre musical qui brise les carcans occidentaux. « Il est grand temps de donner une autre image de notre cher

continent. On nous a trop longtemps jugés à l'aune du produit national brut. L'Afrique n'est pas que désespoir et catastrophes! La musique fait partie de notre identité et elle exprime des choses bien plus fondamentales que ce que disent les chiffres », déclare Beg Mel, maire du quartier de Cocody, à Abidjan. Divers représentants du Nord, surtout de France et de Suisse, ont pris ces paroles au sérieux. En l'an 2000, les artistes africains feront sensation en Europe.

Instantanés africains
Ouagadougou, capitale presque mythique du Burkina, s'est consacrée au cinéma. Début mars, le Festival panafricain du cinéma (FESPACO) s'y est déroulé pour la seizième fois dans une agitation bariolée et étouffante, par une température de 38 degrés. La production des deux dernières années (longs métrages et documentaires) a été présentée dans sept cinémas de la ville. Il convient de relever le haut niveau de la plupart des productions. La tendance était aux vidéos et aux films courts, mieux adaptés à la télévision. Quant aux scénarios, ils privilégiaient les modèles euro-américains, les



28

29





Berni Guitier / DDC

«Pièces d'identités»

bientôt en Suisse

Le film qui a remporté l'Étalon de Yennenga raconte les péripéties d'une famille partagée entre l'Afrique et l'Europe. Le chef d'une tribu congolaise se rend en Belgique pour y chercher sa fille. Dévalisé, il doit très vite renoncer aux marques de son rang et finit au bas de l'échelle sociale. Sans se douter de rien, sa fille (interprétée par Dominique Mesa qui a obtenu le prix du meilleur rôle féminin) lutte pour défendre son identité en Belgique, tout comme le font un métis, un petit dealer, un étudiant en médecine, un neveu, un Robin des Bois noir et un ancien fonctionnaire des colonies. Un grand film plein d'émotions sur fond de migrations Nord-Sud et de mondialisation. Le chef-d'œuvre de Mweze Ngangura arrivera bientôt dans les salles suisses.

home-stories et les histoires policières avec une couleur locale. Le public s'est enflammé aux méfaits du dictateur dans Mobutu, roi du Zaïre. Il a aussi beaucoup ri au spectacle de Blancs arrogants ou maladroits qui se fourvoient complètement. Un public non africain aurait pu être intéressé par certains documentaires et courts métrages abordant d'un point de vue africain des problèmes universels. C'est le cas d'un film dramatique sur la destinée de deux Nigériens qui meurent du sida.

La difficile diffusion de tels films est toujours un sujet de discussion. Traditionnellement, on en fait le reproche à la fermeture des cinémas ainsi qu'à la prédominance des films de série B et des productions asiatiques. Mais les efforts croissants de beaucoup de télévisions permettent aujourd'hui d'entrevoir de nouvelles possibilités de financement et de diffusion pour les films africains. Les chaînes vivent à l'heure de l'internationalisation, de la privatisation et de la concentration.

L'étalon et les autres
Vingt longs métrages étaient en lice pour l'Étalon de Yennenga, le plus grand prix africain qui récompense un film d'auteur. Il a

été décerné au Congolais Mweze Ngangura pour Pièces d'identités (voir ci-contre), un film très apprécié du public. Le prix Oumarou Ganda est allé à l'Algérien Mohamed Chouikh pour l'histoire d'un amour impossible qu'il raconte dans L'Arche du désert.

D'autres distinctions ont été décernées dans les catégories des productions pour la télévision, des documentaires et des courts métrages. Grâce à des prix spéciaux remis par divers organismes internationaux et aux ventes sur le Marché international du cinéma et de l'audiovisuel (MICA), la production africaine de films a reçu un apport financier dont elle avait bien besoin.

Quelques films ayant trait au développement et à la formation ont reçu plusieurs prix spéciaux.

L'un d'eux, réalisé par Fanta Regina Nacro, raconte l'histoire amusante de Konaté qui refuse d'utiliser des préservatifs. Les grands cinéastes burkinabé comptent désormais une femme dans leurs rangs. L'Afrique du Sud s'impose de plus en plus comme la nouvelle puissance du cinéma africain. Deux films primés – le long métrage Fools de Suleiman Ramadan et la comédie tragique Chikin Bizness –

prouvent que les tensions sociales sont parfois source d'inspiration.

Le FESPACO s'est achevé sur un concert gratuit ouvert à toute la population. En Europe, les médias ont relaté la mort de Stanley Kubrick. Pourquoi Hollywood semble-t-il plus proche de nous que Ouagadougou?

(De l'allemand)

La DDC soutient le cinéma Primés à Ouagadougou, Fools (plusieurs prix) et L'Arche du désert (meilleur premier film), comptent parmi les films qui ont reçu un appui de la Fondation Montecinemaverità. Les caisses de cette fondation sont alimentées par la DDC et par l'entreprise Benetton.



Seydou Samadogo

Lors de la cérémonie d'ouverture du FESPACO, Alpha Blondy ne s'est pas gêné pour provoquer le président Compaoré. Le public, qui avait rempli tout le stade, l'a chaleureusement acclamé. Depuis la mort d'un journaliste de l'opposition, la population est très préoccupée par la liberté d'expression.



Beko cherche son frère

(bf) Des militaires turcs enlèvent Beko parce que son frère ne s'est pas enrôlé dans l'armée. Beko réussit à s'enfuir et part vers le Kurdistan syrien, à la recherche de son frère. Dans le Kurdistan irakien, il rencontre des réfugiés qui ont fui la guerre entre l'Iran et l'Irak. Ils vivent dans un camp de tentes. En attendant des nouvelles de son frère, Beko fait la connaissance des enfants, dont certains sont orphelins et traumatisés par la guerre. Lorsque les réfugiés osent enfin retourner dans leur village, celui-ci est bombardé par des gaz toxiques. Seul Beko et la petite Zinë survivent à l'attaque. Ils réussissent à se rendre en Allemagne.

Le film *Un chant pour Beko* convainc par la pureté de sa mise en scène et la sincérité de l'interprétation. De plus, la majorité des acteurs sont des amateurs et la musique puise aux sources kurdes. Ce premier long métrage en langue kurde a été tourné dans des conditions extrêmement difficiles et totalement illégales, à la frontière arménienne de la Turquie. Nicamettin Ariç, Arménie 1992, 100 minutes, 16 mm. Diffusion : ZOOM, Im Struppen, 8084 Zurich, tél. 01 432 46 60, fax 01 432 46 61, e-mail : mail@filmeeinewelt.ch



Les racines mandingues du blues
(gnt) Pendant les 150 ans qu'a duré la traite des Noirs, 10 millions de Mandingues ont été déportés de l'Afrique de l'Ouest vers l'Amérique. Dans les immenses plantations de coton du sud des États-Unis, on leur a tout pris, il leur était même interdit de jouer de la musique. Tout ce qui leur restait, c'était le chant. Et ils étaient obligés d'utiliser la langue des Blancs. À une certaine époque, on donna le nom de blues à leurs complaintes de la pauvreté. Ce fut la reconnaissance de ce genre musical.

Putumayo, une chaîne de boutiques américaine devenue célèbre grâce à la mode ethno, puis en diffusant une série de disques d'initiation à la world music, place côte à côte le blues traditionnel et la musique mandingue actuelle du Mali. La comparaison est frappante : l'Atlantique s'est estompé, car malgré une séparation de plusieurs siècles, les fondements de cette parenté culturelle sont pour ainsi dire intacts. Un album subtil et prenant. Various artists : « Mali to Memphis – an African-American Odyssey » (Putumayo / Disques Office), Internet : www.putumayo.com

Rythmes en zigzag
(gnt) Des millions de rythmes sont nés durant la même période à Cuba. Après s'être affranchis, les esclaves ont fait revivre la musique et les cultes de leurs tribus. Certains se sont

mêlés aux colons et ont imité leur musique. C'est ainsi qu'est née la musique cubaine avec ses multiples facettes. Dans les années 60, elle a retraversé l'Atlantique pour ravir la jeunesse des nouveaux États africains.

La décennie suivante, le groupe de salsa « Fania All Stars » l'a introduite aux États-Unis. Fait surprenant, c'est un producteur de Côte d'Ivoire qui a poussé l'industrie cubaine du disque à réagir à la vague de Fania. C'est alors qu'a été constituée la formation « Estrellas de Areito », réunissant les plus grands virtuoses de La Havane. Leurs enregistrements de 1979 ont eu beaucoup de succès en Afrique de l'Ouest et au Venezuela, mais ils sont passés inaperçus en Occident. Jusqu'au jour où ces morceaux vieux de vingt ans ont été découverts par le producteur anglais Nick Gold. Ce dernier est à l'origine du boom de la musique cubaine en Europe. Il a notamment produit Rubén Gonzalez, Sierra Maestra et le « Buena Vista Social Club » de Ry Cooder.

Les sonorités des « Estrellas » (étoiles) ont été rafraîchies, la pochette et les commentaires sont agréables. Réunissant des musiciens de trois générations, ce disque présente les trésors de la grande musique cubaine. Les solos époustouffants, l'humour et la spontanéité forment un tout qui ne cesse de surprendre. Estrellas de Areito : « Los Heroes » (World Circuit / RecRec)

Voyage vers l'inconnu
(bf) Actuellement, des millions de personnes fuient la guerre ou la persécution, les catastrophes naturelles ou la dégradation de l'environnement. Elles sont à la recherche d'un travail qui leur assurerait, à elles et à leur famille, une vie meilleure et un avenir plus sûr. Une petite partie de ces migrants viennent jusqu'en

Matériel didactique

services

Europe et en Suisse, mais la plupart restent dans les pays en développement. Ils quittent la campagne pour s'installer dans des zones urbaines. Nul ne connaît le nombre exact de migrants.

Le Voyage est un court dessin animé de Jesús Pérez, financé par la DDC, qui traite de la migration. Il illustre le destin typique d'une famille partie de chez elle. Le film est destiné au grand public. Avec le matériel didactique qui l'accompagne, sa présentation convient particulièrement aux élèves de 3^e et 4^e années.

Commandes : Librairie Münsterhag, Case postale, 3000 Berne 8, tél. 031 310 23 23, fax 031 310 23 24

Huit ans d'aide à l'Est
(bf) C'est en 1990, peu après la chute du mur de Berlin, que la Suisse a commencé à soutenir les réformes politiques et économiques dans les pays de l'Est. Depuis lors, elle a investi quelque 520 millions de francs en Pologne, en Slovaquie, en République tchèque, en Hongrie, en Slovaquie et dans les États baltes. Les deux organes fédéraux responsables de cette collaboration, l'OFAEE et la DDC, ont publié un rapport circonstancié sur ces huit ans de coopération. Sur la base de six projets de la coopération technique et financière, le rapport donne un aperçu qui reflète l'ensemble de l'engagement de la Suisse en Europe centrale.

«Huit ans de coopération technique et financière avec l'Europe centrale» peut être obtenu gratuitement auprès de la DDC/DCE, Effingerstrasse 77, 3003 Berne, tél. 031 322 44 12, fax 031 324 85 00

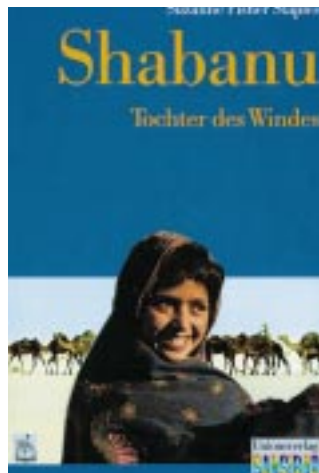
Chercheurs partenaires

(bf) Dans le domaine de la recherche, il existe un sérieux déséquilibre entre pays industrialisés et pays en développement. Pourtant, les scientifiques s'accordent depuis longtemps pour affirmer que deux conditions doivent être remplies afin de résoudre les problèmes actuels au niveau mondial : premièrement, le potentiel de la recherche doit être mieux réparti sur la planète ; deuxièmement, il faut assurer la collaboration entre la recherche, l'opinion publique, les milieux politiques et l'économie. Depuis 1994, la Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE) s'efforce de mieux faire connaître la recherche des pays en développement. Dans un guide qui vient de paraître et qui intéressera tant les scientifiques que le grand public, elle présente les orientations, les possibilités et les risques du partenariat scientifique international à la fin du XX^e siècle.

Le « Guide du partenariat scientifique avec des pays en développement » est disponible en allemand, français, espagnol et anglais auprès du secrétariat de la KFPE, Bärenplatz 2, 3011 Berne, tél. 031 311 06 01

Fille du vent et des dunes

(bf) Les dunes de sable et les buissons d'épineux du désert du Cholistan sont la patrie de Shabanu, une jeune Pakistanaise. Cet espace offre à la jeune fille une liberté inégalée. Pour elle, rien n'est plus beau que de se laisser guider par le vent. Hélas, un tel bonheur ne peut durer. Shabanu a été promise à un homme beaucoup plus âgé qu'elle, pour devenir sa



quatrième épouse, mais elle s'oppose de toutes ses forces à ce projet.

L'Américaine Suzanne Fisher Staples a eu l'idée d'écrire ce roman alors qu'elle réalisait en 1985 une étude sur les femmes pauvres des zones rurales du Pakistan. L'auteur a été pendant sept ans correspondante d'une agence de presse internationale en Asie du Sud.

Suzanne Fisher Staples :
« Shabanu », Gallimard

Courrier des lecteurs

Charançons contre jacinthes d'eau

En tant que nouvel abonné d'Un seul monde, je vous adresse mes compliments pour cette revue très réussie sur le plan du contenu et de la forme. Je voudrais relever un détail qui a frappé mon œil de professionnel dans le numéro 4/98. L'article « Effet boule de neige en zone marécageuse » est accompagné d'une photo où l'on voit un bateau près d'un ponton d'accostage. Cette image est idyllique, mais trompeuse. La surface de l'eau est recouverte d'une plante parasitaire, la très redoutée jacinthe d'eau ou eichhornia crassipes. C'est la pire des

mauvaises herbes aquatiques. Dans 26 pays, elle est combattue biologiquement à l'aide d'un insecte qui est son ennemi naturel, le charançon. Cette méthode est avantageuse et écologiquement supportable. Elle est donc également intéressante pour les pays pauvres.

Dr Hans-Martin Bürki, Delémont

Remarque en marge

Je dois le dire et l'écrire : c'est une belle revue. Juste une remarque en marge : elle est peut-être réalisée de manière un peu coûteuse par rapport à la mission qui est la sienne. Peter Mathias, Interlaken

Lecture recommandée

Avec un abonnement annuel fixé à 15 francs, la revue Eine-Welt des capucins suisses est extrêmement avantageuse. Le magazine de la DDC Eine Welt est encore plus avantageux, puisqu'il est gratuit. On y trouve également des opinions qui ne sont pas partagées par l'éditeur. À chaque numéro, ce magazine très bien conçu met l'accent sur un thème particulier, celui des droits de l'homme par exemple en décembre dernier. Ses articles sont facilement compréhensibles et en même temps fondés. Une lecture vivement recommandée, pas seulement parce que cela ne coûte rien !

ITE, Eine-Welt-Zeitschrift der Schweizer Kapuziner 1999/2

Annuaire

Autour de la Méditerranée

Cette année, le festival des Ateliers d'ethnomusicologie de Genève sera consacré à la Méditerranée. Mis sur pied en collaboration avec le festival «Musique du monde» à Bâle, il réunira pendant dix jours des musiciens et des danseurs venus de cultures et de pays les plus divers. On pourra entendre le chanteur de raï algérien Cheikhat Rabia, le groupe Les deux Andalouses, quatre artistes sardes, Emil Zrihan avec ses chansons judéo-marocaines et le Turc Arif Sag, qui reprend des chants de troubadours anatoliens.

Genève, Cité bleue, du 5 au 16 juin

Colloque phytosanitaire

Favoriser les insectes utiles et renoncer dans la mesure du possible aux pesticides: la protection intégrée des végétaux fait aussi son chemin dans les pays en développement. Le Service sectoriel Agriculture de la DDC préconise ce mode de culture dans les programmes et les projets de la DDC. À l'occasion d'une conférence de l'Association suisse des ingénieurs agronomes et des ingénieurs en technologie alimentaire, la DDC, l'industrie phytosanitaire (Novartis) et l'industrie alimentaire (Nestlé) dressent un bilan intermédiaire de cette nouvelle politique. La conférence s'adresse aux agronomes, aux experts de l'alimentation et aux spécialistes de l'environnement s'intéressant à l'agriculture internationale et à la coopération au développement.

Zürich, EPFZ, 10 juin

Que la *festate* commence!

La «Festate», qui se déroule à la mi-juin à Chiasso, est un rendez-vous riche et passionnant des cultures de tous les continents. Largement soutenu par la DDC, ce festival de world music est connu depuis des années pour son programme musical de haute tenue. Des troupes de théâtre se produiront également, offrant l'occasion de rencontrer d'autres cultures et de vivre une certaine forme de solidarité. Cette année, le festival sera pour la première fois transfrontalier, puisque la province italienne voisine participe à son organisation.

Chiasso, du 10 au 12 juin

Côme, 13 juin

Des emplois dans le développement

Nombreuses sont les personnes désireuses de travailler dans la coopération internationale. Mais qu'en est-il de la demande des organisations? Quels sont les besoins de leurs partenaires dans les pays en développement? Le centre d'information, de conseil et de formation pour les professionnels de la coopération internationale et de l'aide humanitaire (cinfo) organise une journée d'information sur ce thème. C'est l'occasion de découvrir les possibilités et les limites d'un engagement en Suisse ou à l'étranger. Les collaborateurs de diverses organisations viendront présenter leur travail.

Bienne, siège du cinfo, 3 juillet
Rue centrale 121, 2500 Bienne
Tél. 032 365 80 02

Festival pour piétons

Depuis dix ans déjà, des musiciens de rue du monde entier se retrouvent en août dans la zone piétonne de Neuchâtel à l'occasion d'un mini-festival de cinq jours consacré à la world music. Outre les groupes indigènes, il y aura cette année à l'affiche des musiciens venus de Mongolie, de Russie et un orchestre tzigane.

Neuchâtel, zone piétonne, du 17 au 21 août

Club du Sahel à Yverdon

Le Club du Sahel est un forum régional associant les différents partenaires du développement dans le but de réfléchir aux enjeux de la région. En septembre prochain, il réunit à Yverdon-les-Bains des personnalités de haut niveau politique et des experts issus aussi bien de la région sahélienne que des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce «High Level Meeting» abordera essentiellement la réforme et l'amélioration des instruments de l'aide, les défis posés au système d'appui par la décentralisation et le

rôle des agences de coopération dans la mise en oeuvre des politiques de développement rural des pays sahéliens. La Suisse assure depuis septembre 1997 la présidence du Club du Sahel.

Yverdon-les-Bains, du 6 au 8 septembre

La Suisse et le monde, revue du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), traite de sujets actuels de la politique étrangère suisse. Elle paraît cinq fois par année, en français, en allemand et en italien.

Thèmes du prochain numéro (parution mi-juin):
«Hier et aujourd'hui: relations Suisse-Chili/Argentine»
«Les Conventions de Genève ont 50 ans»

Des abonnements peuvent être commandés gratuitement à l'adresse suivante:
«La Suisse et le monde»
c/o Schaer Thun AG
Industriestrasse 12
3661 Uetendorf

32

33

Impressum:

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



Comité de rédaction:

Marco Camerini (responsable) Catherine Vuffray (vuc)
Sarah Grosjean (gjs) Andreas Stuber (sbs)
Reinhard Voegelé (vor) Stefan Kaspar (kst)
Gabriella Spiri (sgb) Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle:

Beat Felber (bf-production)
Gabriella Neuhaus (gn)
Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls)

Graphisme:

Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie: City Comp SA, Morges

Impression: Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction:

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite, avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de:
DDC, Section médias et communication,
3003 Berne,
Tél. 031 322 34 40
Fax 031 324 13 48
E-mail: info@sdsc.admin.ch

39785

Couverture: Kadir van Lohuizen / Vu

Internet: www.sdsc.gov.ch

«Un seul monde»

Coupon de commande et de changement d'adresse

• Je voudrais m'abonner à «Un seul monde». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien. Il est gratuit.
Je voudrais recevoir ex. en français, ex. en allemand, ex. en italien.

• Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro 2/1999 de «Un seul monde»: exemplaire(s) en français, exemplaire(s) en allemand, exemplaire(s) en italien.

• J'ai changé d'adresse

Nom et prénom :

Eventuellement institution,
organisation :

Adresse (en majuscules) :

N° postal, localité :

En cas de changement d'adresse, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à: DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.

